COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

«On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme» (Lénine)

C.P.S Nouvelle série N°47 (N°129) – 1,50 € **25 JUIN 2012**

GROUPE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

DÉCLARATION DU GROUPE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE, DE L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE RÉVOLUTIONNAIRE

Il y a une majorité absolue de députés PS-PCF-PG à l'Assemblée Nationale
Pour un gouvernement PS-PCF-PG sans représentants des partis bourgeois !

En élisant une majorité absolue de députés du PS, du PCF et du PG (Parti de Gauche) à l'Assemblée Nationale, les travailleurs ont infligé une sévère défaite à l'UMP, le parti de Sarkozy ; ce dont les dirigeants de ce parti, les Fillon, Juppé ont dû convenir. Les travailleurs l'ont fait malgré la politique des dirigeants du PS qui avaient décidé de laisser plus de 60 circonscriptions à EELV (Europe Ecologie Les Verts) et quelques autres aux radicaux de gauche, formations politiques bourgeoises. Ils l'ont fait malgré la politique de « front républicain » de ces dirigeants allant jusqu'à appeler à voter UMP dans certaines circonscriptions sous prétexte de barrer la route au Front National.

La signification de ce vote est sans appel. Dans une situation où la crise du capitalisme s'aggrave chaque jour, où les plans de licenciements et de suppressions d'emplois tombent en avalanche (plus de 5000 à Air France, premier plan d'une longue série à venir), où le chômage s'étend, où les attaques contre le droit à la santé, à l'éducation se multiplient quand dans le même temps on donne dans toute l'Europe des dizaines de milliards aux banques, les travailleurs ont ainsi donné tous les moyens au PS et au PCF pour qu'ils prennent les mesures urgentes de défense des conditions d'existence du prolétariat et de la jeunesse.

Dans cette situation, il faut exiger que cette majorité PS-PCF-PG se déclare souveraine, rompant ainsi avec les institutions réactionnaires de la Ve République et qu'elle nomme un gouvernement des seuls PS, PCF et PG, sans représentants des partis bourgeois (EELV, Radicaux, voire MODEM), responsable devant elle seule.

Un tel gouvernement, pour répondre aux aspirations des travailleurs devrait décider sans délai :

- l'abrogation de toutes les contre-réformes Sarkozy-Fillon (retraites, droit du travail, enseignement, hôpital public et Sécurité sociale, arsenal de lois répressives et anti-immigrés), le rétablissement des postes supprimés dans la fonction publique, à commencer par ceux supprimés au budget 2012
- le non paiement de la dette, produit des innombrables cadeaux aux capitalistes et banquiers
- la nationalisation sans indemnité ni rachat des banques, la constitution d'une banque unique d'Etat mettant le crédit au service de la production des biens permettant la satisfaction des besoins sociaux des masses
- l'annulation de tous les plans « sociaux » de licenciements ouverts ou déguisés
- l'augmentation générale des salaires pour compenser la perte de pouvoir d'achat accumulée depuis des années

Hollande et Ayrault en formant un gouvernement avec EELV (Duflot), les radicaux de gauche (Pinel), un gouvernement de défense du capitalisme, prennent le chemin strictement inverse. Ce gouvernement a annoncé sa volonté de payer rubis sur ongle la dette aux banquiers et de se soumettre au plan de « réduction des déficits » décidé par l'UE et particulièrement Merkel et Sarkozy.

Sommaire :

- DÉCLARATION DU GROUPE APRÈS LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES P.1
- RAPPORT SUR LA SITUATION INTERNATIONALE ADOPTÉ PAR LA 3ÈME CONFÉRENCE DU GROUPE P.3
- LES MILITANTS INTERVIENNENT ET INFORMENT C.P.S. P.24
- DÉCLARATION DU GROUPE À LA SUITE DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE P.31

Il a décidé de ne pas toucher à l'essentiel des contre-réformes Sarkozy. Il entend se saisir du rapport de la très réactionnaire Cour des Comptes pour annoncer une nouvelle série de mesures d'austérité au budget 2013 pour lequel il a déjà annoncé des milliers de suppressions de postes dans les ministères dits « non prioritaires » de la Fonction Publique.

C'est sur cette base qu'il a décidé de convoquer pour juillet une « conférence sociale » à laquelle il a convié directions syndicales et MEDEF. *« Réunir les conditions du redressement productif »*, c'est-à-dire rétablir la « compétitivité » du capitalisme français, ce qui ne peut se faire qu'en augmentant d'une manière ou d'une autre l'exploitation de la force du travail ; *« assurer l'avenir des retraites et de la protection sociale »* c'est-à-dire préparer une nouvelle contre réforme des retraites, de nouvelles mesures contre la Sécurité sociale financée par le salaire différé, *« moderniser l'action publique avec ses agents »*, c'est-à-dire remettre en cause le statut de la Fonction Publique – le terme même de Fonction Publique est banni ! - : ce sont là quelques-uns des « thèmes » proposés par le gouvernement pour cette conférence.

Les travailleurs connaissent ce langage qui ne diffère en rien de celui qui était utilisé par le gouvernement Sarkozy-Fillon pour mener toutes les attaques précédentes.

Les directions syndicales CGT, FO, FSU, dont la responsabilité est de combattre pour l'abrogation des contre-réformes Sarkozy-Fillon, le rétablissement des postes supprimés au budget 2012, l'engagement du maintien de tous les postes au budget 2013, doivent refuser de participer à cette Conférence sociale. Il faudra l'imposer aux dirigeants syndicaux puisque toute leur orientation présente va en sens contraire, à commencer par le fait qu'elles viennent d'entériner officiellement la contre-réforme des retraites de 2010 sous prétexte de la possibilité pour une petite minorité de travailleurs de partir à 60 ans. Les dirigeants syndicaux manifestent ainsi leur complète collaboration avec le gouvernement. En témoigne, par exemple, le communiqué de la Cgt du 11 juin sur la « Conférence sociale des 9 et 10/7/2012 » qui indique : *« La Cgt entend contribuer à la réflexion, à l'action, dans un esprit* ***constructif*** [souligné par nous] *et combatif pour que les revendications des salariés soient prises en compte, tant par le gouvernement que par les entreprises. »*

Combattre pour la non-participation des directions syndicales à la « Conférence sociale », c'est contribuer à l'expression politique de la contradiction entre le vote de classe qui vient de s'exprimer contre la bourgeoisie et ses partis et la politique de soumission aux exigences du capital financier du gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel.

Les militants regroupés autour du bulletin « *Combattre pour le Socialisme* » vous invitent à vous associer à ce combat, partie prenante du combat pour la construction d'un véritable Parti Ouvrier Révolutionnaire, d'une Internationale ouvrière Révolutionnaire.

Le 21 juin 2012

★

BULLETIN D'ABONNEMENT À « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » (10 NUMÉROS : 20 €UROS)

NOM :.....PRÉNOM :.....

ADRESSE :.....

CODE POSTAL :.....LOCALITÉ :.....

Chèques à l'ordre de : A.E.P.S. - Envoyer à : A.E.P.S. – 1 bis, Rue GUTENBERG - 93100 MONTREUIL

Directeur de la publication : Roland MICHEL -- Commission paritaire n°67187 -- Numéro°ISSN: 0763790 X -- Imprimerie spéciale

Site web : http://socialisme.free.fr - e-mail : socialisme@free.fr

Rapport sur la situation internationale
(adopté par la 3ème conférence du Groupe le 27 mai 2012)

Le rapport international adopté en avril 2009 par la IIe conférence du Groupe, *Un tournant dans la situation mondiale*, s'ouvrait en ces termes :

« La crise du capitalisme, d'ores et déjà la plus importante depuis 1929, marque le début d'un tournant politique dans la situation mondiale. (...)

Ce tournant n'ouvre pas une nouvelle période politique. Au contraire, la crise illustre pleinement la caractéristique que nous avons définie de « période de réaction » ouverte par la restauration du capitalisme dans l'ex-URSS, de clôture du cycle historique ouvert par la révolution d'octobre 1917 à l'avantage du capitalisme. Mais dans le même temps, cette crise fait partie des conditions nécessaires, quoique non suffisantes, qui mèneront dans des délais imprévisibles à la sortie de cette période de réaction, de décomposition du mouvement ouvrier et de désarroi politique, perspective sur laquelle nous nous situons et agissons, dans la continuité de ce qu'établissait Stéphane Just en conclusion de Une nouvelle perspective (1997) :

" La perspective dans laquelle doit s'inscrire l'action politique de construction de partis ouvriers révolutionnaires et de l'Internationale ouvrières révolutionnaire est celle d'une crise économique, sociale et politique sans précédent, par suite de l'incapacité du capital de maîtriser la marche à une crise dislocatrice, de remporter des victoires écrasantes sur le prolétariat et l'incapacité du prolétariat à vaincre la bourgeoisie sans partis et internationale révolutionnaires. " »

Depuis trois ans, tant sur le plan de la crise du capitalisme que sur le terrain de la lutte des classes, les développements survenus ont largement confirmé cette analyse :

a) D'une part, dissipant tous les écrans de fumée et les annonces régulières de « sortie de crise », la crise du capitalisme n'a cessé de se développer et de s'amplifier. C'est aujourd'hui l'Europe qui est au coeur de la tourmente. Cela ne signifie nullement qu'il faut faire grand cas de la prétendue « reprise » aux États-Unis, où la dette de l'État fédéral atteint des proportions abyssales. La Chine, longtemps présentée comme une « puissance émergente » dont l'essor économique relativiserait le déclin des puissances occidentales, donne de sérieux signes d'essoufflement.

Derrière les diverses manifestations de la crise mondiale du capitalisme, se trouve une gigantesque crise de surproduction. Les expédients employés depuis des décennies par les principales puissances impérialistes ne parviennent plus à l'endiguer. Le FMI lui-même a indiqué *« ne pas exclure »* une récession mondiale pour 2012. Cette situation met à l'ordre du jour le déploiement d'une offensive sans précédent contre l'ensemble des acquis du prolétariat, pour provoquer une baisse brutale de la valeur de la force de travail et tenter de sauvegarder les taux de profit. Dans de nombreux pays, le prolétariat a d'ores et déjà subi des coups d'une violence inouïe.

b) D'autre part, le prolétariat et la jeunesse ont cherché dans de très nombreux pays à s'engager contre les conséquences de la crise, les contre-réformes de leurs bourgeoisies, et à exprimer leurs revendications et aspirations fondamentales.

Ce mouvement a trouvé son expression la plus nette en Tunisie et en Égypte, en janvier-février 2011, avec la chute des dictateurs et l'ouverture de crises révolutionnaires dans ces pays. Ces développements, joints aux conséquences de la crise sur les masses de chaque pays, ont généré une onde de choc qui s'est répercutée bien au-delà de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient.

Les mobilisations de la jeunesse étudiante - en Europe en novembre-décembre 2010, au Chili lors de l'été 2011, au Canada début 2012... - la mobilisation des travailleurs et de la jeunesse du Wisconsin au printemps 2011, le développement de grèves ouvrières de masse en Chine, en Inde, au Bangladesh ou en Afrique du Sud, les grèves et manifestations massives de travailleurs en Europe témoignent, entre autres, de la dimension internationale de cette réaction. Néanmoins, en ce qui concerne la population laborieuse d'Europe et des autres métropoles impérialistes, la lutte de classe reste d'un niveau limité.

c) Pour autant, partout les prolétariats se trouvent confrontés à leur *« incapacité à vaincre la bourgeoisie sans partis et internationale révolutionnaires »*, selon les termes de *Une nouvelle Perspective*. Nulle part dans les pays capitalistes d'Europe ou d'Amérique du Nord, les masses ne sont parvenues à stopper ne serait-ce qu'une seule contre-réforme. Nulle part dans les pays dominés par l'impérialisme, pas même en Tunisie ou en Égypte, elles ne sont parvenues à imposer une amélioration significative de leurs conditions d'existence : au contraire, l'offensive contre les masses se poursuit. Nulle part elles ne sont parvenues à remettre en cause pratiquement la classe capitaliste, la propriété privée des moyens de production, le mode de production capitaliste responsable des coups qui leur sont portés.

Au contraire, partout où un mouvement ouvrier existe, les appareils bureaucratiques liés au mode de production capitaliste sont parvenus jusqu'à maintenant à contenir et à cadenasser politiquement le mouvement des masses. Là où un mouvement ouvrier n'existait pas, où les masses cherchent à construire leurs organisations – comme c'est le cas en Égypte – le mouvement de recomposition d'un mouvement ouvrier se voit placé d'emblée sous la tutelle d'un appareil en gestation. À l'échelle mondiale, c'est en conséquence la tendance à la décomposition du mouvement ouvrier, fruit de la politique des appareils, qui reste dominante, se poursuit et s'approfondit.

d) Impuissantes face à la crise du capitalisme, les principales bourgeoisies restent pourtant en mesure de déployer leur offensive contre les masses. L'ampleur des coups déjà portés, celle des coups à venir, ne permettent pourtant pas à ces bourgeoisies de trouver une issue.

D'ores et déjà, d'immenses fractions du prolétariat se voient rejetées dans des conditions d'existence qui confinent à l'insupportable et qui les conduisent à chercher les voies de l'affrontement.

De façon persistante, s'affirme le trait essentiel de la situation politique, tel que formulé par Trotsky en 1938 : *« La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire* ». L'objet essentiel de ce rapport doit être de contribuer à surmonter cette crise en armant politiquement notre Groupe, de restituer toute son actualité au combat pour le socialisme.

L'Union Européenne au bord de l'implosion

En dernière analyse, ce n'est qu'en raison de l'incapacité des prolétariats d'Europe à stopper l'avalanche de plans d'austérité et de contre-réformes que la zone euro n'a pas, d'ores et déjà, implosé – même si l'on ne peut exclure qu'elle se désintègre par le simple fait des contradictions en son sein.

Comme l'expliquait le précédent rapport international du Groupe, les gigantesques plans de « relance » organisés par la plupart des États du Vieux Continent, lors du déclenchement de la crise, ne sont pas parvenus et ne pouvaient pas parvenir à enrayer la crise financière : en revanche, ils y ont ajouté une nouvelle dimension - la crise des dettes souveraines - par le biais d'un déplacement de la dette du secteur privé vers les comptes publics. Un saut qualitatif a été franchi avec l'entrée en quasi-faillite de plusieurs États. Situation qui en menace d'autres, de façon imminente.

Depuis 2010, la Grèce (à deux reprises), l'Irlande et le Portugal ont dû faire appel aux « plans d'aide » dévastateurs de la « troïka » UE-BCE-FMI. Cumulées, les « aides » programmées pour ces trois pays se chiffrent en centaines de milliards. Mais les signaux d'alarme continuent de retentir à échéances de plus en plus rapprochées, venant d'Espagne, d'Italie, de Belgique, de France : c'est le coeur de l'Union européenne et de la zone euro – l'Europe étant elle-même le berceau du capitalisme - qui est atteint et se voit menacé d'infarctus.

Par une série d'artifices comptables, certaines puissances capitalistes d'Europe tentent de déplacer sur l'Union européenne le fardeau des dettes « souveraines ». Mais ces bricolages ne parviennent qu'à révéler à quel point cette « Union » n'est qu'une coquille vide : ne disposant ni d'un véritable appareil étatique, ni d'une fiscalité propre, l'Union européenne des capitalismes est un cadre de coopération conflictuel entre États bourgeois concurrents et disparates.

Ainsi, sur le papier, le « Fonds Européen de Stabilité Financière » (FESF) créé en mai 2010 a vu ses capacités décupler en l'espace d'un an et demi : de 110 milliards d'euros initialement à 440 milliards, puis à 1000 milliards en octobre 2011. Ce fonds devrait être remplacé d'ici juillet 2012 par le « Mécanisme Européen de Stabilité » (MES) dont les fonds propres, nous dit-on, devraient être accrus. Mais à peine les États membres se sont-ils portés « garants » qu'ils s'empressent... de déléguer à d'autres le soin de contribuer en premier à ce fonds : en décembre 2011, le FESF ne disposait effectivement que de 20 milliards dans ses caisses.

Qui plus est, l' « arbre » des dettes grecque, irlandaise et portugaise ne constitue qu'une petite partie de la « forêt » des dettes souveraines en Europe : cumulées, les premières représentaient fin 2011 un peu plus de 700 milliards d'euros... contre 650 milliards d'euros pour l'Espagne, 1550 milliards pour le Royaume-Uni, 1700 milliards pour la France, 1900 milliards pour l'Italie (120% du PIB !) et 2000 milliards pour l'Allemagne. Ces dettes ont toutes connu un essor vertigineux depuis 2008. Qu'un seul pays supplémentaire en vienne à solliciter l' « aide » de la « troïka », et tout le château de cartes du MES s'effondrerait. Ajoutons que, de toutes manières, quel que soit le plan de « sauvetage » retenu, la Grèce reste insolvable.

L'intégration à la zone euro prive les États-membres du recours direct à la planche à billets, ce qui contribue à leur étranglement financier et commercial. La BCE n'en est pas moins contrainte d'intervenir massivement et d'endosser de manière croissante la charge de la dette du secteur bancaire. En témoigne sa décision de procéder, fin décembre 2011, au prêt de plus de 1000 milliards aux banques de la zone euro, à un taux de 1%.

Il s'agit d'éviter un krach obligataire sur les dettes européennes en poussant les banques à acheter ces titres et d'empêcher un assèchement du crédit aux ménages et aux entreprises. Or, le *New York Times* indiquait en avril 2012 : « *Au lieu de cela* [prêter grâce aux liquidités offertes par le BCE, ndlr], *les institutions ont préféré déposer leurs liquidités auprès de la BCE afin qu'elles y soient en sûreté. En début d'année, les dépôts à vue confiés à la BCE s'élevaient à 700 milliards d'euros, un niveau record depuis l'établissement de l'euro en 1999.* »

Cette opération exceptionnelle vise aussi à aider les banques européennes à absorber les pertes liées à la restructuration de la dette grecque. Les quatre premières banques grecques ont subi une perte cumulée de 30 milliards d'euros. La plupart des grandes banques européennes ont un besoin urgent de capitaux. La crise bancaire n'a pas pris fin : 2012 pourrait au contraire être une année noire.

En conséquence, le crédit commence à se faire de plus en plus rare : « *« Un climat de défiance règne en Europe » estime Jonathan Loynes, économiste en chef pour l'Europe au centre de recherche Capital Economics de London. « L'accès au crédit du secteur privé se détériore, et il y a une forte pression sur l'économie européenne ». L'insolvabilité –lorsque le montant des dettes d'une entreprise dépasse ses actifs et sa trésorerie—pourrait croître de 12 % dans la zone euro cette année.* ».

Force est de constater que toutes les recettes appliquées par les capitalistes depuis l'éclatement de la crise ont fait long feu. Après quelques semaines de répit ayant suivi le défaut organisé de la dette grecque, voilà que l'Espagne et l'Italie rencontrent de nouveau des difficultés à refinancer leur dette.

Mais la question de la dette ne prend tant d'envergure que parce qu'elle s'inscrit dans une crise plus profonde : une crise de surproduction. La crise n'a donc pas encore donné

sa pleine mesure au sein de l'Union Européenne où la récession menace ouvertement. Tandis que la Grèce est en proie à une véritable dépression économique dont la violence fait frémir l'ensemble des travailleurs européens, plusieurs pays empruntent un sentier similaire. L'ensemble des pays européens ainsi que la Grande-Bretagne se trouve au bord de la récession.

L'impérialisme allemand, qui bénéficiait de l'avantage comparatif constitué par les coups violents portés au coût de la force de travail en Allemagne, via l'agenda 2010, a vu ses perspectives de croissance s'évaporer. Tous les ingrédients sont donc réunis pour une implosion à terme de la zone euro, qui multiplierait à son tour les conséquences de la crise sur chaque pays.

États-Unis : la « reprise » ne masque pas la dette

Ces derniers mois, l'économie américaine a vu son PIB croître à des taux avoisinants les 2%-3% en rythme trimestriel. Sur le terrain du chômage, les États-Unis recommencent à créer des emplois depuis plusieurs mois et le taux de chômage s'établit officiellement autour de 8%. Au moins sous cet angle, l'économie américaine se trouve dans une situation plus appréciable que celle du vieux continent. Cependant, le « rebond » qui avait suivi l'effondrement historique du PIB de 2008-2009 s'essouffle déjà. L'*Economic Cycle Research Institute* en déduit que l'économie américaine pourrait retomber en récession d'ici peu.

Le nombre d'emplois créés reste terriblement faible en regard du nombre d'emplois détruits depuis l'irruption de la crise (9 millions d'emplois détruits contre 3,8 millions d'emplois créés) : « *Au rythme actuel de 200 000 créations nettes d'emplois par mois, il faudrait six à sept ans pour retrouver un taux de chômage correspondant à celui d'avant crise.* » (*Le Monde* 28/03/12). En pourcentage de la population totale, la crise a drastiquement réduit la part de la population employée – de 63% en 2007 à 58% en 2011. Autrement dit, la décrue du taux de chômage est complètement artificielle et reflète surtout la sortie d'un grand nombre de chômeurs de la population active.

On comprend mieux ce qui pousse Bernanke, le président de la Fed, à qualifier la reprise américaine d' « *anémique* ». Le fait est que cette « reprise » conjoncturelle repose sur trois leviers fondamentaux : un endettement colossal de l'État fédéral, le recours forcené à la planche à billets et une baisse brutale de la valeur de la force de travail.

Dès le mois de mai 2011, la dette publique américaine a dépassé le plafond légal de 14 294 milliards de dollars : seul un accord conclu in extremis entre républicains et démocrates a permis d'éviter la cessation de paiement, relevant le plafond d'endettement de 2100 milliards. Mais dès novembre, la dette franchissait un autre seuil : celui des 100% du PIB. Tendance dont les analystes du FMI prévoient la poursuite pour des années : « *La dette publique américaine avait franchi à la hausse le cap des 10 000 milliards de dollars en septembre 2008. Depuis cette date, les Etats-Unis accumulent 1 000 milliards de dette supplémentaire tous les sept mois et demi en moyenne (…) Le Fonds monétaire international (FMI) estime que la dette publique des Etats-Unis devrait atteindre 100 % du PIB à la fin de l'année, 105 % en 2012, et continuer de progresser jusqu'à 115 % en 2016.*» (*Le Monde* du 17/11/2011).

L'État fédéral cherche à compenser cet endettement croissant par le recours massif à l'émission monétaire, portant les taux d'intérêts à un niveau sans précédent (0,45% sur deux ans) et par l'achat massif de bons du Trésor par la FED. En quelque sorte, l'Amérique s'achète à elle-même les créances pourries que ses plans de « relance » l'ont conduite à accumuler, avec des conséquences potentiellement redoutables en termes d'inflation, de recours à la spéculation et d'effondrement du dollar. Derrière la « relance » cosmétique, le capitalisme américain en crise apparaît ainsi comme un gigantesque tonneau des Danaïdes que l'administration Obama cherche à combler – au prix d'un endettement vertigineux. La faible « croissance » ne suffira certainement pas à inverser la tendance.

La tendance récente à l'embauche s'explique par une baisse brutale des salaires dans de nombreux secteurs, fruit des restructurations et des « accords » conclus entre les grands groupes américains et les syndicats. Un rapport du Boston Consulting Group prédit même cyniquement que les augmentations des coûts de production et des salaires dans les usines chinoises vont laminer l'avantage comparatif de la Chine sur certains États américains. Il cite cet exemple édifiant : *« La compagnie Ford Motor est en train de rapatrier 2000 emplois grâce à un accord favorable avec l'United Auto Workers qui permet à la compagnie d'embaucher de nouveaux travailleurs pour 14$ par heure »* (*« Made in America, again : why manufacturing will return to the U.S. »*, août 2011).

L'ensemble des mesures prises par la bourgeoisie américaine et l'État fédéral se résument, en définitive, à faire porter sur les autres États une part plus importante du fardeau de la crise, notamment à travers l'affaiblissement relatif du dollar. Mais l'Amérique, coeur du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale, est à ce titre au coeur du marché mondial : l'avantage comparatif gagné à court terme par l'impérialisme américain pourrait lui valoir, ultérieurement, un retour de bâton cuisant, faisant voler en éclats l'édifice précaire de la « reprise » américaine.

Chine : le « moteur » s'essouffle

Pour prendre la pleine mesure des développements de la crise qui restent à venir, il faut considérer l'état de surchauffe de l'économie chinoise. C'est un fait que, depuis vingt ans, le rétablissement progressif du capitalisme en Chine a offert un sursis au mode de production capitaliste, en raison du coût extrêmement bas de la force de travail dans ce pays et de l'immensité du nouveau champ d'accumulation offert au capital : un immense camp de travail privatisé sous la garde féroce du parti « communiste » chinois. Pourtant, aujourd'hui, sourd

dans ce pays d'1,3 milliard d'habitants (et 400 millions d'ouvriers) la menace d'une gigantesque crise de surproduction.

Alors que l'Europe s'enfonce dans la récession et que les États-Unis n'apparaissent pas en mesure de tirer la croissance mondiale, la Chine voit son taux de croissance ralentir sensiblement depuis plusieurs mois : il chute au premier trimestre 2012, pour le cinquième trimestre consécutif - atteignant le plus bas niveau enregistré depuis 2009, en pleine récession mondiale. Mais ce n'est qu'un début.

Au coeur de ce ralentissement se trouve la contraction brutale des excédents commerciaux, reflets de la situation en Europe et aux États-Unis. « *En février le pays a enregistré un déficit extérieur d'une ampleur inédite depuis une décennie, avant de revenir, en mars, à un excédent relativement maigre de 5,35 milliards de dollars.* » (*Le Monde* du 13/04/12). Le fait est qu'en guise de « puissance émergente », la Chine dépend très largement du marché des puissances impérialistes, notamment du marché américain.

Avec le développement de la crise du capitalisme, l'État chinois avait déjà été contraint de compenser la chute de ses exportations par le déploiement d'un plan de « relance » intérieur basé sur l'investissement, financé par la combinaison des réserves de change et du crédit : plus de 1000 milliards de dollars ont été injectés dans l'économie pour la seule année 2009. Mais ce maintien artificiel de l'activité n'a conduit qu'à reporter l'éclatement d'une crise de surproduction gigantesque.

Faute de débouchés, les énormes sommes injectées dans l'économie chinoise sous forme de crédit ont nourri une spéculation massive, créé les conditions d'une crise financière et exacerbé l'inflation à un niveau affolant. Fin 2011, l'État chinois a dû faire volte-face, procédant au durcissement de sa politique monétaire afin d'endiguer la hausse des prix... avec pour conséquence immédiate de renchérir fortement le coût du crédit. En conséquence, le taux de croissance de la production industrielle est passé de 15,7% début 2011 à 11,6% début 2012 : l'activité manufacturière est en baisse continue depuis 5 mois, soit la chute la plus brutale depuis la crise financière de 2008. D'ores et déjà, dans plusieurs villes, l'activité économique est retombée comme un soufflé.

Si la Chine ne peut plus inonder le monde de ses marchandises tout en maintenant une croissance solide, il lui faut en quelque sorte les consommer elle-même : c'est ce que les « experts » des bourgeoisies américaine et européennes l'invitent cyniquement à accomplir aujourd'hui. Mais pour le PCC, c'est une contradiction insurmontable : la surexploitation du prolétariat et le coût extrêmement faible de la force de travail – qui constituent un atout dans le cadre du marché mondial – deviennent un immense obstacle à l'essor du marché intérieur.

À vrai dire, le développement de grèves ouvrières massives, poussées par l'inflation galopante – et parfois la « pénurie de main-d'oeuvre » liée aux salaires trop bas - ont d'ores et déjà contraint les capitalistes à accorder des augmentations salariales significatives en Chine : le salaire minimum a ainsi été augmenté de 20% dans certaines provinces en janvier 2012, et bien davantage dans certaines usines. Mais cette situation contribue surtout à saper la base sur laquelle repose la « croissance » chinoise depuis des années, incitant nombre de capitalistes à délocaliser... parfois dans la province d'à côté ! La Chine « émergente » s'enfonce dans une impasse.

Voilà l'étendue de la contradiction qui étreint la Chine : à vrai dire, il s'agit d'une expression particulière de la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste dans son ensemble. Rappelons ce qu'expliquait le supplément à *CPS* n°43 (14/9/2011) : « *Le système capitaliste tend par nature à une production à une échelle toujours plus large. Mais il ne peut faire de profit que pour autant qu'il réalise la plus-value, c'est-à-dire qu'il trouve sur le marché à vendre les marchandises produites dans des conditions qui permettent cette réalisation. En même temps, il ne peut extraire la plus-value que pour autant qu'il augmente l'exploitation des travailleurs, donc limite d'autant le marché. Or celui-ci, depuis que le système impérialiste s'est étendu sur la planète entière, ne peut plus s'étendre davantage. Certes, le rétablissement du capitalisme en Russie, en Chine, en ouvrant de nouveaux marchés et en mettant à la disposition du capital une main-d'œuvre monstrueusement surexploitée, particulièrement en Chine, lui a donné un répit. Mais depuis des décennies, c'est par un recours toujours plus large au crédit qu'il a tenté de desserrer l'étau constitué par les limites du marché.* »

Avec le développement de la crise depuis 2008, cet étau se trouve brutalement réaffirmé, et la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste réapparaît sous son jour le plus cru : tandis que le maintien des taux de profit exige de s'en prendre toujours plus à la valeur de la force de travail, la défense des conditions d'existence du prolétariat, de ses acquis et droits les plus élémentaires, l'expression de ses revendications et aspirations supposent de se battre pour en finir avec le mode de production capitaliste en tant que tel.

Tensions inter-impérialistes

Le développement de la crise avive les tensions inter-impérialistes : tensions entre l'impérialisme américain et la Chine, ou entre l'impérialisme américain et l'Union Européenne, notamment au sujet de la politique monétaire ; résistance de plus en plus manifeste de la Chine et de la Russie aux plans des grandes puissances impérialistes qui menacent leurs propres débouchés (par exemple en Syrie) ; tensions au sein de l'Union Européenne, où l'impérialisme allemand rechigne à prendre en charge les plans de « sauvetage » de la Grèce, de l'Irlande ou du Portugal, sans pour autant voir d'autre issue ; rupture de l'axe franco-allemand à l'occasion de l'intervention impérialiste en Libye...

Tensions qui reflètent le très sérieux risque que la crise ne connaisse de nouveaux développements à travers l'implosion de la zone euro ou un début d'éclatement du marché mondial. Tensions, également, entre fractions de la bourgeoisie : elles confinent à l'hystérie entre démocrates et républicains en Amérique, se manifestent en Europe à travers le basculement significatif de fractions de

l'électorat bourgeois – les « pieds écrasés » de la petite-bourgeoisie – du côté de l'extrême-droite raciste, chauvine et protectionniste, hostile à l'euro.

Tout cela témoigne du fait que la bourgeoisie demeure frappée de stupeur et rongée par l'incertitude face à la crise du capitalisme, contre laquelle elle n'a aucun remède. Elle navigue à vue.

Ainsi l'attitude observée par l'impérialisme américain lors de l'intervention impérialiste en Libye, fin mars 2011 : entraîné dans cette aventure par Sarkozy et Cameron, après une longue période d'hésitation, Obama a mis fin aux raids aériens américains dès le début du mois d'avril. Mêmes réticences au sujet de la Syrie, où Washington résiste à l'aventurisme guerrier de Paris, Riyad et Doha (v. l'article publié dans *CPS* n°46). L'époque semble bien loin, où l'impérialisme le plus puissant de la planète prétendait, sous l'égide de Georges W. Bush, redessiner à sa guise la carte d'un « Grand Moyen-Orient » étendu à l'Afrique du Nord et à l'Asie centrale.

L'impérialisme américain a les ailes plombées par l'expérience douloureuse des interventions en Irak et en l'Afghanistan, qui pèsent à elles seules pour plus du quart de la dette fédérale américaine. Dans aucun des deux pays, la situation n'a été stabilisée au profit de l'impérialisme, malgré près de dix ans d'occupation. Pas plus que son prédécesseur, Obama – qui a organisé le « retrait » d'Irak pour redéployer massivement ses troupes en Afghanistan – n'a enregistré de succès dans son entreprise.

Mais la tendance propre à l'impérialisme de recours effréné à l'économie d'armement et aux guerres n'en a pour autant pas été ralentie. Pour la seule année 2011 : intervention sous l'égide de l'OTAN en Libye, intervention de l'impérialisme français en Côte d'Ivoire. Ces deux pays semblent destinés à rejoindre la longue liste des plaies ouvertes laissées par l'impérialisme à la surface du globe terrestre depuis vingt ans : ex-Yougoslavie et Kosovo, Irak, Afghanistan, Somalie, Haïti... Les affrontements en Afghanistan débordent régulièrement sur le Pakistan - où Obama a orchestré l'exécution de Ben Laden - et déstabilisent cet État ; l'impérialisme américain et Israël ont récemment fait entendre leurs bruits de bottes aux abords de l'Iran. Même affaiblies, les puissances impérialistes sont poussées à recourir aux guerres.

En 2011, la crise a tout au plus abouti à une « stabilisation » des dépenses militaires dans le monde : elles n'ont augmenté « que » de 0,3% par rapport à 2010 – la Chine et la Russie ayant augmenté leurs budgets militaires en proportions des économies réalisées par tous les autres États. Cette « stabilisation » intervient en outre après des années d'augmentation vertigineuse des dépenses d'armement : de 1997 à 2008, le budget militaire US a augmenté de 66,5% (atteignant 41,5% de la part mondiale) ; le budget chinois de 194% ; celui de la Russie de 173% ; celui de l'Inde de 44%. À l'époque impérialiste, il n'existe pas de crise pour l'industrie de la mort.

Il s'agit en soi d'un des éléments les plus révoltants du soutien éhonté des appareils du mouvement ouvrier à leurs bourgeoisies : ainsi, l'avalanche de plans d' « austérité » n'a pas même été suivie d'une remise en cause des dépenses d'armement ; les interventions impérialistes en Libye et en Côte d'Ivoire ont été orchestrées, dans les pays impliqués, sur l'air martial de l' « union nationale ». C'est encore grâce au silence remarquable des principaux dirigeants de l'AFL-CIO et de « Change to win » au sujet des guerres en Irak et en Afghanistan que Bush et Obama ont pu effectuer une démonstration d'unité publique lors de l'anniversaire de « Ground Zero », en septembre 2011.

La crise de 2008 : un nouveau développement de la crise récurrente du mode de production capitaliste

Il faut le réaffirmer : la nouvelle phase de la crise du mode de production capitaliste qui s'est déclenchée en 2008 n'est pas un « accident » de l'histoire. La crise n'a pas démarré en 2008. De ce point de vue, on peut reprendre mot pour mot ce qu'indiquait le rapport adopté par notre IIe conférence en avril 2009 :

« ***La racine de la crise : l'impasse historique du mode de production capitaliste à son époque impérialiste.***

(...) Car il faut le rappeler : la crise actuelle du système de crédit a certes pour cause que ce système s'est développé de manière totalement disproportionnée à la sphère de production. Mais ce développement lui-même a été une nécessité pour faire face à l'impasse historique du régime capitaliste entré depuis un siècle dans son époque impérialiste, pourrissante, dans lequel les crises ne peuvent plus jouer le rôle d'assainissement brutal qu'elles jouaient au XIXe siècle. Ne pouvant plus ni se permettre des crises « classiques », ni assurer une croissance suffisante des profits malgré tous les coups portés aux masses, les gouvernements bourgeois ont tous développé progressivement un endettement généralisé, un pourrissement en profondeur. C'était le seul moyen (corrélativement à la lutte pour faire baisser la valeur et le prix de la force de travail) pour repousser les échéances qu'imposait la loi de la valeur. Ce sont les nécessités de ce développement qui ont donné l'impulsion au développement de cette sphère financière, gigantesque parasite vivant en symbiose avec la sphère de la production. "La dette publique a donné le branle aux sociétés par actions, au commerce de toutes sortes de papiers négociables, aux opérations aléatoires, à l'agiotage, en somme, aux jeux de bourse et à la bancocratie moderne." (K.Marx, *Le Capital, Livre I*, ch. 31).

C'est pour élargir sans cesse cette gigantesque cavalerie financière, pour assurer ainsi le financement à crédit de toutes les dépenses parasitaires, à commencer par les dépenses d'armement, que toutes les limites au développement du capital fictif, flottant, spéculatif, ont été progressivement levées, pour aboutir à ce que, pour un temps « une accumulation de dette passe pour une accumulation de richesse » (Marx).

En d'autres termes, qui pensait que le capitalisme développait puissamment les forces productives de l'humanité lors des dernières décennies ne peut comprendre la crise actuelle.

Aujourd'hui, les appareils et leurs satellites d'extrême-gauche expliquent l'hypertrophie de la sphère financière par le changement (réel) intervenu dans le « partage de la valeur ajoutée » depuis les années 80. Mais c'est dès le 15

août 1971 que l'entrave par excellence au développement du capital fictif, de la sphère du crédit, à savoir la convertibilité du dollar en or, est supprimée. La baisse du taux de profit malgré des conditions relativement bonnes du point de vue capitaliste (ravages de la guerre, existence d'un impérialisme hégémonique), la nécessité de financer la course aux armements et la guerre du Vietnam, ont imposé ce saut qui permettra l'inflation d'actifs et billets libellés en dollars. La fuite en avant capitaliste n'a cessé de se faire en développant l'endettement à tous niveaux (l'endettement total aux Etats-Unis public et privé, a atteint 350% du PIB) pour absorber toujours plus de marchandises. Avec la crise actuelle, cette fuite en avant a touché une limite, et le crédit à fonds perdus s'est confirmé être « le moyen le plus puissant de faire dépasser à la production capitaliste ses propres limites et en fait un des véhicules les plus efficaces des crises et de la spéculation » (Marx).

Que les reculs imposés à la classe ouvrière depuis les années 80 (dont une expression indirecte est le « partage de la valeur ajoutée ») aient permis aux capitalistes de repousser les échéances est indiscutable. Encore faut-il préciser que ce sont ces reculs qui ont permis à l'investissement productif, moteur de l'ensemble du processus de reproduction élargie du Capital de se poursuivre sur la base d'un taux de profit momentanément suffisant. Mais la crise manifeste ce rapport immanent au Capital : « On produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistance pour pouvoir les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit. On produit trop de marchandises pour pouvoir réaliser et reconvertir dans un capital neuf la valeur et la plus-value qu'elles recèlent dans des conditions de distribution et de consommation impliquées par la production capitaliste, c'est-à-dire pour accomplir ce procès sans explosion se répétant sans cesse. » (Le Capital, III, 15). (...)La crise actuelle ne sera pas réédition de celle de 1929, en un sens parce que le pourrissement est bien plus profond, mais aussi parce que la configuration des rapports inter impérialistes n'a pas grand-chose à voir avec celle qui existait à l'époque. »

Depuis le début du XXe siècle, le capitalisme est entré dans son stade suprême, selon la caractérisation de Lénine en 1916, celui de l'impérialisme. Nous restons dans cette époque et les développements actuels de crise du mode de production capitaliste s'y inscrivent. L'impérialisme, c'est l'époque des guerres et des révolutions.

Du début de la première guerre mondiale aux années d'après la deuxième guerre mondiale, le système impérialiste est allé de convulsions en convulsions : première guerre mondiale, vague révolutionnaire, crise dislocatrice de l'économie capitaliste avec en particulier la crise de 1929 (c'est en réalité l'engagement dans l'économie de guerre et la destruction massive de forces productives et de capital par la guerre elle-même qui ont permis de « sortir » de la crise), deuxième guerre mondiale, nouvelle vague révolutionnaire.

Par la suite, une situation très complexe s'est développée après la deuxième guerre mondiale. D'une part un gigantesque parasitisme, une économie d'armement, volant d'entraînement de l'économie capitaliste (avec la guerre de Corée puis celle du Vietnam notamment mais aussi les guerres coloniales), d'autre part la reconstitution du marché mondial de la division internationale du travail, trente années (les dites « trente glorieuses ») pendant lesquelles il y a eu une nouvelle accumulation du capital. Ainsi simultanément et de façon indépendante, il y a eu une gigantesque destruction des forces productives et une sorte d'accumulation de celles-ci.

En juin 1995, dans un texte destiné à un groupe d'étudiants révolutionnaires ayant décidé de rejoindre le Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, Stéphane Just écrivait déjà : *« Mais depuis le début des années soixante-dix c'est fini. La tendance historique générale du capitalisme à l'époque impérialiste est redevenue dominante. Les trente glorieuses ont pris fin. Une crise à rebondissement leur a succédé. Dès lors, la défense du taux de profit a exigé impérativement que, y compris dans les pays capitalistes dominants, les bourgeoisies, leurs gouvernements, fassent tout pour réduire au minimum la valeur de la force de travail, aggraver les conditions de travail et d'existence de la population laborieuse, généraliser la déqualification, la mobilité de la main-d'œuvre. Par millions, prolétaires et jeunes ont été mis au chômage. La misère, la clochardisation se sont étendues. Les droits, les acquis, les conquêtes antérieures du prolétariat et de la jeunesse ont subi des attaques dévastatrices. Corrélativement à la suppression de toute entrave à la circulation du capital, la « déréglementation » devient la « règle » à laquelle doivent se soumettre les travailleurs. Les gouvernements Thatcher et Reagan ont été au cours des années 1980, à la pointe de la réaction bourgeoise, économique et sociale, contre les prolétariats, la population laborieuse, la jeunesse des pays capitalistes dominants. Par la suite cette réaction s'est étendue à l'ensemble de ces pays et notamment aux pays européens. Au moment actuel l'offensive réactionnaire contre les prolétariats et la jeunesse franchit un nouveau stade de généralisation et d'ampleur ».*

On ne peut que constater que ces tendances se sont pleinement confirmées. Le développement de la crise du capitalisme à l'échelle mondiale exacerbe aujourd'hui les rythmes de cette offensive.

La crise induit la destruction massive de capital...

À vrai dire, la première source des coups subis par le prolétariat et de la jeunesse ne procède pas directement de la volonté politique des capitalistes : il s'agit de la destruction massive de capital et de forces productives qui résultent de la crise elle-même, des faillites que même le rythme échevelé des plans d' « austérité » et des contre-réformes ne parvient pas à empêcher. Dans le secteur bancaire tout d'abord : de 2008 à 2011, des centaines de banques locales ou régionales ont fait faillite aux États-Unis, 16 banques ont encore mis la clef sous la porte de janvier à avril 2012. Fin 2011, l'agence Fitch estimait probable une crise bancaire en Chine en raison de la révélation progressive du montant effroyable des créances

pourries (AFP, 4/12/2011). En Europe, l'échec complet du dernier plan de la BCE a une signification très claire :
« Tout cela nous montre un système bancaire qui agonise lentement, qui connaît un grave problème de solvabilité, et pour lequel un déluge de liquidités (comme ce prêt géant de la BCE) ne fait que repousser les échéances. Les banques ne valent vraiment plus grand-chose, la preuve : la plus grande banque italienne, Unicrédit, annonce une décote de 43% pour son augmentation de capital (...). Les actions bancaires ont déjà perdu environ 90% de leur valeur depuis la crise de 2008, mais divisez encore leur cours par deux pour avoir une idée plus juste, et encore. Déjà Dexia est à l'agonie, et malgré un plan d'aide important on parle de nationalisation.» (« 2012, année des faillites bancaires ? », Atlantico, 8/1/2012).
Ces dépôts de bilan et « *credit crunch* » entraînent à leur tour des faillites en série d'entreprises, mais aussi de municipalités, de collectivités et jusqu'aux États d'Europe ou d'Amérique, tels la ville de Detroit, le comté de Jefferson en Alabama ou encore le Minnesota en juillet 2011 : *« En faillite, le gouvernement a dû mettre la clé sous la porte, renvoyant chez eux 22 000 fonctionnaires, et suspendant les activités de la majorité des services publics. »* (RFI, 2/7/2011). En France également, les municipalités et collectivités locales sont frappées de plein fouet par leur exposition à des créances douteuses auprès de Dexia ou des banques suisses.
En Grèce, « *On estime que pendant le premier semestre 2012, jusqu'à 1.000 petites entreprises auront fermé chaque semaine »* selon un communiqué de la Commission Européenne du 20/4/2012. Des pans entiers de l'industrie disparaissent de pays européens, à l'instar des derniers sites métallurgiques en Belgique et en France. Anticipant sur leur faillite, les grands groupes bancaires et industriels d'Europe procèdent à des « restructurations » massives : lors du seul mois d'avril 2012, HSBC, UBS, Crédit Suisse, Lufthansa ont annoncé des dizaines de milliers de licenciements en Europe. Il est vrai qu'en parallèle, dans une mesure moindre, nombre de capitalistes « profitent » de la crise pour délocaliser leurs activités, procédant de cette manière à un abaissement brutal de la valeur de la force de travail.
En Amérique, la législation sur les faillites permet aux grands groupes capitalistes de se « restructurer » à l'abri de leurs créanciers... et du prolétariat. Ce qui a conduit un analyste financier à saluer, en 2009, la faillite de General Motors comme une aubaine : *« La faillite de GM est très positive pour l'industrie de l'automobile (…) Les contrats de travail, les relations avec les débiteurs et les franchisés sont les seules choses qui empêchent GM d'aller de l'avant. Tout cela doit être nettoyé par une faillite »* Depuis, bien d'autres grands groupes se sont saisis de cette « aubaine » pour licencier les travailleurs par dizaines de milliers et revoir méthodiquement à la baisse les salaires, la couverture sociale et les retraites. Cela n'empêche pas que se poursuivent d'autres faillites en série, pures et simples.

...et le rejet de masses croissantes de prolétaires dans la déchéance

Pour les masses, cette destruction massive des forces productives ne signifie pas « seulement » l'explosion du chômage : elle induit le rejet d'une fraction croissante du prolétariat, de la jeunesse et des masses exploitées à l'état de lumpen. Selon les estimations indicatives de l'OIT elle-même, *« un travailleur sur trois dans le monde, soit 1,1 milliard de personnes, est chômeur ou vit sous le seuil de pauvreté »*. S'y ajouteraient plusieurs dizaines de millions de personnes *« privées d'emploi mais qui ne rentrent pas dans les statistiques car elles ne sont pas en recherche active »*.
Dans ce total, le taux de chômage des jeunes prend des proportions inquiétantes. L'OIT, en bonne agente du mode de production capitaliste, s'alarme : *« l'infortune de la génération qui arrive sur le marché du travail en cette période de Grande récession ne se traduit pas seulement par le malaise actuel suscité par le chômage, le sous-emploi et le stress des risques sociaux liés au chômage et à l'oisiveté prolongée; elle pourrait aussi avoir des conséquences à long terme, sous forme de rémunérations plus faibles à l'avenir et de défiance à l'encontre du système économique et politique. »* Elle souligne encore que *« de plus en plus de jeunes préfèrent se retirer du marché du travail plutôt que de chercher un emploi »*.
En Amérique, la crise des « *subprimes* » a eu pour conséquence l'expulsion de plusieurs millions de familles américaines : des masses de sans-abri se réfugient dans les égouts et tunnels des grandes villes, tandis qu'au-dessus de leurs têtes des quartiers résidentiels entiers se sont vidés de leurs habitants. Pourtant, *« Nourrir les gens sans abri est devenu illégal dans les grandes villes américaines. (…) Certaines villes font ces choses car elles se sentent concernées par les « risques sanitaires » entraînés par la distribution de nourriture (...) D'autres villes passent ces lois parce qu'elles ne veulent pas de sans abri rassemblés dans les centres villes où ils savent être nourris. »* (*The Economic Collapse*, 21/3/2012).
Une autre facette de la crise est l'inégalité raciale plus vivante que jamais : 60% des détenus dans les prisons américaines sont noirs ou hispaniques. Mais les métropoles capitalistes d'Europe, où la crise exacerbe la démagogie raciste sous prétexte de « lutte contre l'immigration » - l'Union Européenne allant jusqu'à rémunérer les dictatures d'Afrique du Nord pour repousser les émigrants dans le désert – ne sont pas en reste.
Ailleurs, la question de la masse croissante de déclassés engendrés par la crise du capitalisme se règle différemment : par le développement massif de la criminalité et du trafic de drogue. Les « narcotrafiquants » d'Amérique latine, les cartels de la drogue au Mexique, qui plongent le pays dans un état proche de la guerre civile, les pirates somaliens ou les « moudjahidines » pakistanais sont parmi les expressions les plus évidentes d'un phénomène profond qui se développe aussi dans nombre d'anciennes cités ouvrières, désaffectées, des grandes métropoles. Le trafic d'êtres humains, esclavage moderne ou prostitution en est une autre.
Un autre allié objectif des classes capitalistes se charge pour elles de régler le « problème » des êtres humains

devenus « surnuméraires » : la faim. « *Toutes les cinq secondes, un enfant âgé de moins de 10 ans meurt de faim, 37 000 personnes meurent de faim tous les jours et près de 1 milliard - sur 7 milliards - sont mutilées par la sous-alimentation permanente... Cela sur une planète qui regorge de richesses !* » (Jean Ziegler, *Le Monde*, 20/4/2012). Mais le capitalisme pourrissant, en stimulant la spéculation sur les matières premières, a déjà provoqué depuis 2008 plusieurs hausses historiques des prix alimentaires, précipitant le basculement de populations entières dans un état de famine.

Ainsi s'exprime en dernière analyse, du point de vue des masses, la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste : contradiction entre le caractère de plus en plus social de la production la concentration toujours plus accrue de la propriété des moyens de production. Une récente étude a montré que 147 multinationales contrôlent plus de 40% du chiffre d'affaire mondial. « *En allant plus loin, cela signifie que 0,7% des entreprises mondiales contrôlent 80% des richesses* » explique l'un des auteurs de cette étude.

Loin d'être employées à satisfaire les besoins sociaux, les immenses forces productives développées dans le cadre du capitalisme sont subordonnées à la caste des patrons, actionnaires et autres « banksters », en quête du meilleur taux de profit, donc d'exploitation. Lorsque les taux de profit s'effondrent, que tous les expédients employés pour les maintenir artificiellement s'épuisent, le mode de production capitaliste n'a plus d'autre horizon à offrir à des masses croissantes d'hommes que la misère, la déchéance et la mort.

Le mot d'ordre de toutes les bourgeoisies : renvoyer les prolétariats à des conditions d'avant-guerre

Du point de vue des masses, l'ensemble des « remèdes » à la crise que proposent les capitalistes et les gouvernements à leur service n'équivaut qu'à aggraver le mal. Toute la situation exprime ce fait avec évidence : « soigner » le capitalisme – ou œuvrer pour le moins à faire durer son agonie – signifie exacerber l'exploitation des masses au-delà même du supportable.

Bien sûr, c'est au nom du « rééquilibrage des comptes publics » qu'après avoir déversé des sommes gigantesques dans les caisses des banksters et du patronat, les gouvernements au service des capitalistes présentent la note à leurs prolétariats. Mais qu'on examine un peu à qui s'applique cette « austérité » : aux États-Unis, en août 2011, républicains et démocrates se sont accordé sur un plan de réduction des dépenses publiques de 2400 milliards de dollars sur 10 ans, dont l'essentiel porte sur les dépenses sociales. Un plan d'économies est aussitôt adopté avec 600 milliards de coupes dans les budgets alloués à la santé, l'éducation, les emplois publics. L'administration Obama a pourtant prolongé de 2009 à 2011 les cadeaux fiscaux octroyés à la bourgeoisie du temps de Bush. Et les maigres coupes prévues dans le budget du Pentagone – en accroissement constant depuis des années – suscitent un concert de hurlements ! Il en est de même en Europe, où l' « austérité » signifie, purement et simplement : faire payer la crise du capitalisme aux travailleurs et à la jeunesse, aux masses.

Dans tous les pays capitalistes dits avancés, le prolétariat et la jeunesse sont confrontés à une offensive sans précédent. Systématiquement, toutes les conquêtes sociales arrachées en particulier après la deuxième guerre mondiale, sont remises en cause. Il faut constamment rappeler que ces conquêtes n'ont pas été le résultat de la volonté des capitalistes de « partager les richesses » mais qu'elles ont été chèrement acquises par les combats des travailleurs et étaient le sous-produit de leur combat révolutionnaire, la bourgeoisie étant contrainte à ces concessions, menacée qu'elle était de perdre le pouvoir lui-même.

Un article d'*El Pais* du 29 mars, parlant du budget 2012 du nouveau gouvernement Rajoy en Espagne, porte ce titre évocateur : *« On se dirige vers une économie de guerre »*. Effectivement, les plans d'austérité répondent à la même logique que l'économie de guerre qui met, par l'intermédiaire de l'État, la nation tout entière au service du capital financier. Mais ce, sans y parvenir, car cela suppose une réorganisation profonde de la production :

« Lénine, au cours des années 1916-1918, a, en prenant l'exemple plus particulier de l'Allemagne, parlé «du socialisme de guerre». Bien entendu, il n'y avait, dans l'Allemagne de la fin de la Première guerre mondiale, pas une once de socialisme. Lénine désignait ainsi l'intervention de l'État bourgeois pour organiser, en fonction des impératifs de la guerre, la production, conformément aux intérêts du capital financier. (...) Le caractère social de la production s'affirme en ce que l'État bourgeois sous le fouet de la nécessité née de la préparation à la guerre, et de la guerre même, est obligé d'organiser la production. Mais il le fait en fonction des intérêts du capital financier, en prenant en compte non seulement les intérêts généraux mais ses intérêts immédiats, et en développant à une échelle sans précédent le parasitisme. Par l'intermédiaire de l'État, la nation est mise tout entière au service du capital financier. » (Stéphane Just, *De la crise de 1929 à la deuxième guerre mondiale*)

Quelle illustration plus éclatante de cette subordination au capital financier que ce fait : parmi les nouveaux dirigeants placés aux postes de commande par les bourgeoisies d'Europe, le nouveau chef du gouvernement italien Monti, celui du gouvernement grec Papademos, de même que le nouveau dirigeant de la BCE Draghi ont tous en commun d'être des anciens dirigeants de Goldman Sachs.

Se généralisent des situations que les masses n'avaient pas connues depuis la guerre ou que depuis ne connaissaient que les masses des pays dominés par l'impérialisme. Selon une dépêche de l'AFP du 4 janvier 2011 : *« La crise frappe durement les Grecs: un peu plus de trois millions des quelque 11 millions d'habitants du pays étaient au bord de la pauvreté ou de l'exclusion sociale en 2010 (…) Dans l'Union européenne, ce pourcentage est dépassé uniquement par la Bulgarie (41,6%), la Roumanie (41,4%), la Lettonie (38,1%), Lituanie (33,4%), Hongrie (29,9%) et la Pologne (27,8%). L'Espagne arrive juste derrière la Grèce avec 25,5% »*

Dans les pays de l'Union Européenne, le taux de chômage officiel (donc sous-évalué) de l'ensemble de la population active est désormais supérieur à 10 % et à 23% dans la jeunesse - où il dépasse 50% en Grèce et en Espagne, 35% au Portugal et 31% en Italie. Dans certains pays d'Europe, on assiste à une renaissance de la tuberculose et même du choléra. En Allemagne et aux États-Unis, l'espérance de vie moyenne a commencé à baisser – conséquence des contre-réformes imposées par la bourgeoisie depuis des années.

Offensive généralisée contre les acquis ouvriers

La jeunesse paie le prix fort de cette crise avec le chômage, la précarité, la **remise en cause de son droit aux études et aux qualifications**. En décembre 2010, la majorité du gouvernement Cameron votait une loi permettant le triplement des frais d'inscription universitaires en Angleterre, puis la suppression des allocations d'études pour les enfants d'ouvriers. Aux États-Unis, les universités publiques et les collèges subissent de plein fouet les restrictions budgétaires : en Californie, la baisse des crédits en 2011 a fait passer la contribution de l'État en-dessous de celle issue des frais d'inscription. La jeunesse se trouve placée face à cette alternative : poursuivre des études au prix d'un endettement gigantesque, ou se livrer à l'exploitation la plus crue, voire à la déchéance.

En Italie, en Espagne ou en France avec la LRU, les « réformes » des universités se déclinent de la même manière que celle du gouvernement Papandréou en Grèce, adoptée en août 2011. Dans une déclaration de leur coordination, les étudiants grecs mobilisés contre cette « réforme » dénonçaient *: « le but de la réforme est de forcer les universités à fonctionner sous le principe du "libre marché", d'abolir les diplômes universitaires sous leur forme actuelle, d'abolir les droits associés à ces diplômes et de soumettre la recherche aux besoins du "libre marché". Dans le même temps, la réforme de l'éducation va réduire le nombre d'étudiants dans les universités publiques, introduira les frais d'inscription et privatisera les résidences étudiantes et les restaurants universitaires »*. Cette loi marque une profonde rupture car aucun gouvernement n'avait réussi à remettre en cause les acquis conquis par les luttes étudiantes au moment de la chute de la dictature des colonels.

L'enseignement scolaire n'est pas épargné. Le droit à l'instruction pour les enfants de travailleurs est partout remis en cause. Ainsi en Grande-Bretagne, le 13 janvier 2012, le ministre de l'Éducation annonce que les enseignants pourront être licenciés en trois mois. C'est aussi dans ce pays d'Europe que les réformes vont le plus loin vers l'école « idéale » du point de vue du capitalisme avec la création des « free schools » à la rentrée 2011. Financées par l'État, mais créées à l'initiative d'associations locales, de professeurs et même de parents d'élèves : plus de cadre national, plus de statut pour les personnels. Mais encore : partout, la bourgeoisie programme l'expulsion précoce et massive des jeunes hors du système scolaire, vers l'apprentissage, l' « alternance », l'exploitation à outrance voire le travail gratuit sous prétexte de « formation » - quand il ne s'agit pas tout simplement de jeter les jeunes à la rue.

Tout comme l'école, les **systèmes de santé** sont sacrifiés sur l'autel des plans d'austérité pour satisfaire la voracité des créanciers des États. Début avril, le gouvernement espagnol annonce qu'il va adopter des mécanismes permettant aux régions, en charge des dépenses de santé et d'éducation, d'économiser annuellement 10 milliards d'euros dans ces secteurs ! Déjà comme en Grèce, de nombreux hôpitaux ne peuvent plus payer les médicaments : les patients doivent se les acheter eux-mêmes. En Grande-Bretagne, certains soins – comme les dialyses - ne sont plus du tout assurés : *« pour libérer des places à l'hôpital, quelque 400 000 patients, en majorité des personnes âgées, seraient, chaque année, renvoyés sans vergogne chez eux entre 23 heures et le petit matin »* (*Le Monde* du 14/4/2012).

Tous les acquis sociaux, notamment ceux conquis pendant la période révolutionnaire qui a suivi la seconde guerre mondiale, sont en train d'être balayés. C'est le cas des **systèmes de retraites :** les contre-réformes se succèdent pour faire reculer l'âge de départ à la retraite et réduire le montant des prestations. Illustratif est le cas de ces des centaines de milliers de travailleurs italiens qui avaient accepté des licenciements dit « à l'amiable » en échange d'une indemnité d'accompagnement jusqu'à leur retraite. Mais le gouvernement Monti, en reculant l'âge légal de la retraite à 66 (en 2018) puis 67 ans (à partir de 2027), a d'un seul coup rendu caduques les vieilles règles. Nombre de ces travailleurs sont maintenant face à la perspective d'une longue période sans le moindre revenu.

Les plans d' « austérité » signifient encore **la privatisation ou la liquidation massive de services et d'entreprises publics**. Les gouvernements européens appliquent face à la crise les mêmes recettes que celles qu'a fait appliquer le FMI dans les pays économiquement arriérés. Ainsi, le gouvernement grec a lancé un vaste programme de privatisations : télécoms, poste publique, compagnie ferroviaire, ports du Pirée et de Thessalonique, compagnie des eaux de Thessalonique. Au Portugal **:** Energias de Portugal et Rede Eléctrica Nacional sont déjà sur la table, et en 2012 viendront s'ajouter la compagnie pétrolière Galp, la compagnie aérienne TAP, ANA, qui gère les aéroports, CP Carga (fret ferroviaire) et CTT, la poste portugaise.

Baisse générale de la valeur de la force de travail

Au cœur de ces attaques contre le prolétariat : la « réforme du marché du travail ». L'objectif est la subordination complète du travail au capital, à la libre circulation et à la mobilité de celui-ci, aux exigences du profit sous toutes ses formes. Pour cet objectif, le capital s'appuie sur le développement massif du chômage qui lui permet de faire baisser la valeur de la force de travail, la rendre malléable, exploitable à merci.

Reagan aux États-Unis et Thatcher en Grande-Bretagne en ont été les précurseurs dès les années 80. Vingt ans après, le chancelier social-démocrate Schröder s'est engagé sur la même voie avec notamment le plan Hartz IV *« qui a transformé l'homme malade de l'Europe en nouvelle locomotive européenne d'une croissance tirée par l'offre »*. (*Le Monde* du 5 avril 2012). Un rapport de l'Institut du travail de l'université Duisbourg-Essen donne la mesure de la baisse du prix de la force de travail qu'ont provoquée ces réformes : suppression du salaire minimum, 6,5 millions de travailleurs, soit 22% des actifs, vivent de mini-jobs (contrats de travail précaires de courte durée et largement exonérés) avec des emplois à 400 euros par mois pour 60 heures. En dix ans, l'Allemagne a créé deux millions d'emplois à temps partiels, de courte durée : 18,3 heures en moyenne. Il y a 1 million d'intérimaires. Le salaire moyen a baissé de 4,2% en dix ans. L'âge de la retraite a reculé, plus de 660 000 travailleurs de 65 à 74 ans ont un emploi à temps partiel pour compléter leur pension. Les indemnités chômage ont drastiquement été réduites et les chiffres du chômage sont truqués : les « jobs à 1 euro de l'heure », ne peuvent être refusés par les chômeurs (qui du coup sortent des statistiques du chômage) et un chômeur de plus de 58 ans sur deux n'est plus répertorié comme tel. Il y a maintenant 12 millions de pauvres soit 15% de la population. L'espérance de vie des travailleurs aux plus faibles revenus est passée de 77,5 ans à 75,5 ans en seulement 9 ans (2001 à 2010). En ex-RDA, la chute de l'espérance de vie des petits revenus est encore plus marquée : elle est passée de 77,9 ans à 74,1 ans sur la même période. Voilà le prix de la relative prospérité du capitalisme allemand qui lui aussi est miné par la crise : au pays des aveugles, les borgnes sont rois !

Et c'est ce « modèle » que toutes les bourgeoisies d'Europe entendent imiter aujourd'hui, à un rythme accéléré. En Grèce, un député du PASOK s'est vanté d'avoir réalisé en 14 mois ce que Margaret Thatcher avait fait en 11 ans. Le nouveau plan prévoit une nouvelle baisse générale du salaire minimum de 22%. Pour les jeunes, elle sera encore plus grande (-32%) soit 400 euros, en 2008 il était encore à 700 euros ! Ce plan fixe l'objectif d'une réduction générale des salaires de 15%, la suppression du statut de fonctionnaire et la suppression de 150 000 postes dans la fonction publique

La « réforme du marché du travail » espagnol, adoptée en février par le gouvernement Rajoy, réduit encore les droits en matière d'indemnité des chômeurs ; non seulement elle accorde au patron la possibilité de licencier à sa guise, mais encore elle lui offre la possibilité de réduire les salaires à son gré dès lors que le chiffre d'affaires a chuté pendant deux trimestres consécutifs.

C'est également ce qui est en jeu avec la suppression de l'article 18 du code du travail en Italie mise à l'ordre du jour par le gouvernement Monti, article qui fait obstacle aux licenciements *« sans motif légitime »*. C'est le même objectif que visent les négociations entre le MEDEF et les appareils syndicaux pour des accords « compétitivité-emploi ».

En finir avec les avantages que les travailleurs de l'automobile ont conquis dans les années de croissance, c'est bien l'objectif des syndics de faillite qui organisent le dépeçage de Chrysler et de General Motors. Sont visés les niveaux de salaire, de couverture sociale et de retraite des travailleurs actifs, ainsi que le sort de 500 000 retraités. Aux États-Unis, les retraites et les prestations de santé ne sont pas mutualisées dans des systèmes d'assurance collective et de sécurité sociale : elles sont négociées par entreprise et par branche. Avec la mise en faillite de GM et de Chrysler, les accords antérieurs sont devenus caducs, avec la bénédiction des dirigeants du syndicat UAW. Ce dernier a accepté que les salaires des nouveaux embauchés soient inférieurs de 50% à ceux des ouvriers déjà en poste ! Des accords aussitôt repris dans d'autres branches de l'automobile, comme à Ford. Il est vrai que l'UAW est devenue actionnaire du GM failli, acquérant 17,5 % grâce aux fonds de retraite des ouvriers.

Avec le chômage, les baisses des salaires, des millions de travailleurs sont contraints de survivre avec le travail au noir, dépourvus de tout droit, sans aucune protection sociale ni droit à la retraite. L'économie dite « souterraine » dans son ensemble représenterait 35% du PIB en Italie d'après une étude officielle, un peu plus qu'en Grèce où elle atteindrait actuellement 30%. Elle est de 20% en Espagne et atteindrait 10% du PIB en France.

En bref s'applique pleinement aujourd'hui ces lignes du programme de transition : *« Sous peine de se vouer lui-même à la dégénérescence, le prolétariat ne peut tolérer la transformation d'une partie croissante des ouvriers en chômeurs chroniques, en miséreux vivants des miettes d'une société en décomposition »*

Dans certains cas, la limite est atteinte : en bas on ne peut plus vivre comme avant et cette situation va se généraliser. Cette limite sera d'autant plus vite atteinte, notamment dans les pays de la vieille Europe, où l'existence des acquis sociaux, même lorsqu'ils sont supprimés, reste vivace dans la conscience des masses et rend encore plus insupportable la dégradation de leurs conditions de vie.

La jeunesse aux avant-postes de la lutte contre les conséquences de la crise

Les développements de la crise ont en effet suscité, depuis 2008, des mobilisations d'envergure où le prolétariat et la jeunesse ont cherché à défendre leurs conditions d'existence.

Mobilisations de la jeunesse, d'abord : c'est elle qui, dès décembre 2008, a déferlé dans les rues d'Athènes - signe avant-coureur de toutes les mobilisations à venir. En 2009, les étudiants allemands, par dizaines de milliers, et ceux

de Berkeley en Californie se sont engagés dans d'importantes grèves contre la remise en cause de leur droit aux études. En novembre-décembre 2010 est venu le tour des étudiants irlandais, anglais, italiens et grecs, affrontant avec détermination une répression policière acharnée.

En Angleterre, les étudiants ont afflué par dizaines de milliers à Londres le 10 novembre 2010 contre le projet de loi permettant aux universités « autonomes » de tripler leurs frais d'inscription, conséquence du désengagement de l'État. Un slogan a surgi : *« Pas de si, pas de mais, pas de coupes dans l'éducation ! »*. Les étudiants ont afflué spontanément vers le quartier général du parti conservateur, le parti du Premier ministre Cameron, et l'ont mis à sac. Dénonciation immédiate par la direction du Labour Party et par celle de l'organisation étudiante de masse, la NUS : néanmoins, la mobilisation s'est poursuivie au cours des semaines suivantes. Des assemblées d'étudiants ont adressé aux dirigeants de la NUS une exigence : que soit lancé l'appel à une manifestation centrale devant le Parlement le jour du vote de la loi. La direction de la NUS s'y est opposée. Le 9 décembre, pourtant, 30 000 étudiants ont convergé vers le Parlement.

Mais encore : l'une des coalitions d'étudiants révélées par ce mouvement, la *National Campaign Against Fees and Cuts* (NCAFC) a appelé à investir massivement la NUS, pour en chasser la direction en place et imposer une *« NUS combative »*. La NCAFC a dénoncé publiquement la participation du président de la NUS, Aaron Porter, au « dialogue » avec le gouvernement Cameron : il avait proposé de « troquer » la hausse des frais d'inscription... contre la liquidation des allocations d'études accordées aux enfants d'ouvriers. Porter a, effectivement, été évincé à la conférence nationale de la NUS, quelques mois plus tard.

« Aucun dialogue avec le gouvernement, retrait de la réforme de l'éducation ! » : c'est le mot d'ordre qu'a adopté, le 2 décembre 2010, une assemblée d'étudiants réunie à Athènes. Le même jour, ces étudiants ont cherché à manifester vers le siège du pouvoir, se heurtant à un large cordon policier. *« Bloquons la réforme Gelmini ! » :* c'est ce qu'ont scandé les étudiants italiens sur la place Montecitorio, à Rome, le 25 novembre 2010. Ils ont cherché à envahir le Sénat, où siégeaient les vandales aux ordres de Berlusconi.

« Génération précaire » : c'est sous ce nom que de jeunes portugais ont lancé un manifeste en février 2011, aboutissant le 12 mars à la première manifestation de masse à Lisbonne depuis l'irruption de la crise. « Jeunesse sans futur », *« sans maison, sans travail, sans retraite, sans peur »* : c'est ainsi que s'est nommé le regroupement d'étudiants madrilènes qui, dans un climat marqué par la collaboration totale des directions syndicales à la mise en œuvre des contre-réformes de Zapatero, est descendu dans les rues de la capitale espagnole, le 7 avril 2011.

Développements significatifs : d'abord, parce qu'ils émanent de la jeunesse étudiante. Parce que les étudiants peuvent s'organiser, former leurs assemblées, parce qu'ils voient disparaître le droit aux études, au savoir, à une qualification, droit que les générations précédentes ont arraché et dont elles ont joui avant eux. Ces mobilisations constituent un signe avant-coureur des développements à venir de la lutte des classes. La jeunesse s'éduque sous le feu de la crise, commence à peine le difficile apprentissage politique qui lui permettra, à une étape ultérieure, main dans la main avec le prolétariat, de briser les obstacles dressés par les appareils. Les rythmes de la crise ne peuvent que l'y inciter.

Déjà, c'est un fait significatif que les étudiants chiliens se soient mobilisés, des mois durant, non simplement pour empêcher l'application d'une contre-réforme mais pour l'enseignement public et gratuit – dans un pays où Pinochet a réalisé tout ce que les bourgeoisies d'Europe cherchent à réaliser aujourd'hui. Significatif que, pour satisfaire cette revendication, ils aient ébauché un programme politique, en exigeant la nationalisation des mines. Significatif enfin que, ce faisant, ils aient engagé un combat pour le contrôle de leur syndicat, la FECH, en exigeant dans leurs assemblées *« Aucune négociation sur le cadavre de Manuel Gutierrez »* (v *CPS* n°45).

Pourtant, nulle part, l'étau constitué par les appareils du mouvement ouvrier n'a été brisé en définitive. Dans les pays capitalistes dits « avancés », la jonction des travailleurs et de la jeunesse n'a pas eu lieu. Les appareils et leurs satellites sont rapidement parvenus, sous des formes diverses, à contenir la vague partie de la jeunesse, dans tous les pays où elle a déferlé.

Tunisie, Égypte : la classe ouvrière réaffirme son rôle de classe révolutionnaire

Les conséquences de la crise ont aussi pour effet de faire resurgir, à un degré sans équivalent depuis longtemps, cette classe sociale dont même le nom a disparu depuis des années du lexique de la plupart des partis - « socialistes », « communistes » et « anticapitalistes » inclus. Les unes après les autres, de grandes concentrations ouvrières s'engagent dans de puissantes grèves après des années de silence : mines de Tunisie, du Chili, d'Afrique du Sud ou d'Indonésie, usines textiles d'Égypte ou du Bangladesh, métallurgistes indiens ou chinois...

Au Bangladesh, de juin à août 2010, des centaines de milliers d'ouvriers du textile se sont engagés dans un mouvement de grève historique pour des augmentations de salaires. En Chine, c'est par dizaines de milliers qu'éclatent les « incidents » répertoriés par le PCC : grèves, émeutes, manifestations, insurrections paysannes contre les saisies de terres. Ce sont ces « incidents » qui expliquent les hausses de salaires arrachées par les travailleurs chinois. En Inde, ce n'est pas une indication négligeable du degré atteint par la lutte des classes que la convocation, le 28 février 2012, d'une journée de grève à l'échelle fédérale, par la quasi-totalité des organisations « syndicales » (qu'elles méritent ou pas ce nom) : fait peut-être sans précédent dans l'histoire du sous-continent.

Au Chili, en août 2011, c'est en parallèle à la mobilisation des étudiants qu'est entrée en grève la mine d'Escondida, plus grande mine de cuivre du monde, malgré les lois anti-grèves de Pinochet. La liste est loin d'être exhaustive.

C'est la classe ouvrière qui, en même temps qu'elle se refait un nom, a replacé en 2011 sur des millions de lèvres un autre mot banni depuis longtemps : celui de révolution. Ce qu'ont exprimé le renversement de Ben Ali et celui de Moubarak, c'est ce qui peut arriver quand à l'irruption de la jeunesse fait écho l'engagement du prolétariat. Sans la mobilisation des ouvriers tunisiens et égyptiens, ni Ben Ali, ni Moubarak n'auraient été chassés du pouvoir.

C'est la classe ouvrière qui a ouvert, dès 2008, la première brèche dans l'édifice réputé jusqu'alors indestructible des dictatures : à Redeyef, dans le bassin minier de Gafsa, a éclaté une insurrection populaire qui a duré plusieurs mois et installé son centre dirigeant dans les locaux de l'UGTT ; en Égypte, sur fond de lutte des classes croissante depuis plusieurs années, l'appel à la grève générale lancé par les ouvriers de Mahalla, plus grande concentration ouvrière du pays, a traduit l'idée que, malgré l'absence d'organisations ouvrières indépendantes du régime, la classe ouvrière pouvait s'unir et ébranler la dictature.

C'est la jonction de la classe ouvrière et de la jeunesse qui a permis aux soulèvements tunisien et égyptien de prendre un caractère révolutionnaire : les manifestations de la jeunesse tunisienne, provoquées fin 2010 par la mort de Mohamed Bouazizi et réprimées dans le sang, ont eu comme première répercussion la manifestation de militants syndicaux au siège central de l'UGTT, le 27 décembre ; par la suite une puissante vague de grèves a abouti à l'immense manifestation du 14 janvier 2011 à Tunis. En Égypte, où la jeunesse s'est directement inspirée du précédent tunisien, ce sont la fondation d'une fédération syndicale indépendante, place Tahrir, et le développement d'un mouvement tendant vers la grève générale qui ont permis de chasser Moubarak.

Il ne s'agit pas de « révolutions démocratiques » impulsées par un « peuple » indifférencié, mais d'un processus de révolution permanente : alors que toutes les forces « démocratiques » ou d' « opposition » bourgeoises se sont réfugiées dans le giron des appareils d'État dictatoriaux, sitôt partis les dictateurs, ce sont les travailleurs et la jeunesse qui ont fait tomber, ensemble, plusieurs « gouvernements provisoires », ont liquidé les partis dictatoriaux, mis à mal les appareils d'État policiers et se sont engagés dans l'épuration à tous les niveaux, évinçant des PDG et gouverneurs. Ils l'ont fait en défendant de bout en bout, en même temps que les revendications démocratiques, leurs revendications propres en termes de salaires, de statuts, de droit à la santé, etc.

Ces crises révolutionnaires se sont développées en réponse à la crise du capitalisme : en 2008 comme fin 2010, les cours des matières premières alimentaires ont connu deux pics historiques, sans précédent. Les contre-réformes ultra-réactionnaires, dictées par l'impérialisme, se sont enchaînées en Tunisie comme en Égypte à un rythme accéléré à partir des années 2000. L'exacerbation du chômage, l'absence de perspectives pour la jeunesse expliquent bien davantage les raisons de ces développements révolutionnaires que tous les bavardages abstraits sur la « démocratie ». Ils expliquent aussi pourquoi, Ben Ali et Moubarak à peine renversés, une vague insurrectionnelle s'est répandue comme une traînée de poudre en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et au-delà.

Si l'on ne tient pas compte de la longue préparation de la crise révolutionnaire au sein des prolétariats tunisien et égyptien, du rôle décisif de la classe ouvrière organisée, du mouvement vers l'organisation (ou pour le contrôle de l'organisation traditionnelle en Tunisie) qui sont nés du développement de la lutte des classes, il est impossible d'expliquer pourquoi les dictateurs ont été renversés en Tunisie comme en Égypte, et pas en Libye, au Yémen, à Bahreïn ou en Syrie.

Mais, depuis, l'organisation des « transitions démocratiques » tunisienne et égyptienne, sous l'égide des appareils d'État dictatoriaux, ont permis de prendre la mesure du profond désarroi politique consécutif au rétablissement du capitalisme en ex-URSS, de l'effacement de la perspective du socialisme de la conscience des masses, de l'absence de partis et d'une internationale ouvrière révolutionnaire : après avoir ouvert une brèche profonde dans l'édifice des dictatures (et dans celui de la propriété privée en Tunisie), le prolétariat s'est avéré incapable d'aller plus loin. Ce sont en conséquence des forces réactionnaires, petites-bourgeoises, en particulier les islamistes, qui ont rempli le vide politique, aspirant à rétablir le système dictatorial à leur profit, et se disposant à affronter les masses.

De fait, quoique la secousse ait été plus forte, que la tendance à l'organisation (syndicale) se soit exprimée à un degré bien plus élevé, du point de vue des puissances impérialistes, le mouvement des masses tunisiennes et égyptiennes s'apparente à ce stade à ceux qu'ont connu en leur temps l'Albanie (1997), l'Indonésie (1999), l'Équateur (2000), l'Argentine (2001) ou la Bolivie (2003) – mouvements qui tous ont abouti à la chute des régimes en place sous la pression du prolétariat, sans que nulle part le prolétariat ne soit parvenu à porter au pouvoir un gouvernement ouvrier, conduisant les militants regroupés autour de *CPS* à tirer cette conclusion en 2005 :

« *Nulle part pour l'instant le prolétariat n'a pu s'affranchir des limites politiques qui pèsent à l'échelle mondiale en conséquence de la fermeture du cycle ouvert par la révolution d'octobre, en particulier aller au-delà du cadre de la démocratie bourgeoise, poser subjectivement la question du pouvoir des travailleurs, de la remise en cause de la propriété privée des moyens de production et d'échange, ce qui était le cas dans le passé, même en l'absence de Parti ouvrier révolutionnaire. » (*Actualité du combat pour le socialisme, « Leçons de quelques explosions à caractère révolutionnaire »)

Les bureaucraties syndicales, rempart du capitalisme en crise

Le rapport de la deuxième conférence du Groupe sous-titrait : *« la crise pousse les directions du mouvement ouvrier à serrer les rangs autour du Capital menacé de banqueroute »*. Le moins qu'on puisse dire est que cette appréciation a été corroborée par les faits.

Comment expliquer que ne se soit pas réalisée, en Europe ou en Amérique, la jonction de la jeunesse avec le

prolétariat, à la suite de mouvements tels que celui des étudiants anglais ? La réponse tient largement au rôle joué par les directions syndicales. C'est grâce aux directions syndicales que les capitalistes ont eu, jusqu'à maintenant, la capacité de faire passer des attaques d'une violence inouïe.

Énumérer dans le détail le déroulement des faits dans chaque pays serait fastidieux. Mais citons deux exemples éloquents. En Angleterre, fin 2010, le gouvernement Cameron réagissait au mouvement des étudiants anglais en appelant au « dialogue » avec les organisations syndicales. Ces dernières se sont précipitées au premier coup de sonnette. Dans le même temps, le dirigeant de la confédération UNITE, Len McCluskey, appelait à intensifier le rythme des journées de grève... évacuant « seulement » la revendication centrale des étudiants anglais, partagée par les travailleurs : *« Pas de coupes budgétaires »* (« *no cuts* »). Les journées de grève devenaient ainsi des couteaux sans lames.

Dans l'État du Wisconsin à majorité républicaine, a éclaté en février 2010 une mobilisation spontanée de la jeunesse, en renfort des fonctionnaires de cet État : un projet de loi menaçait d'évincer leurs syndicats des négociations salariales et programmait le laminage de leurs retraites. Des dizaines de milliers de manifestants occupaient le Parlement de Madison. Cependant, Obama intervenait directement le 16 février pour dénoncer l'*« assaut contre les syndicats »* des républicains... à l'exclusion du reste. Message reçu par la bureaucratie syndicale, qui s'est empressée de signer un « accord » de contre-réforme des retraites... dans l'espoir de sauver son strapontin auprès du gouverneur.

Bref, les appareils bureaucratiques à la tête des syndicats ont eu, jusqu'à maintenant, les mains libres pour collaborer de manière éhontée à la mise en place des plans d' « austérité » et autres contre-réformes réactionnaires. Et l'expérience montre que les capitalistes, plus que jamais, ont besoin des appareils.

L'article *Une nouvelle Sainte Alliance en défense du capitalisme en crise*, paru dans *CPS* n°39 (janvier 2010), l'a expliqué : au moment même où éclatait la crise, les appareils dirigeants des organisations syndicales ont serré les rangs de manière unanime. Chacun auprès de sa bourgeoisie, d'abord - et jusqu'à l'organisation de ces grandes démonstrations de solidarité mondiale des dirigeants impérialistes, autour de la défense du capitalisme, que constituent les G20.

Chaque bureaucratie prend appui, pour ce faire, sur le cadre constitué par la CSI. Lors du G20 de Cannes, en novembre 2011, les appareils ont ainsi poussé la logique du « dialogue social » jusqu'à son aboutissement : une déclaration commune des organisations patronales (B20) et syndicales (L20). Extraits : « *Le B20 et le L20 reconnaissent ensemble les efforts entrepris durant la crise par de nombreux gouvernements afin de concentrer leur action sur la protection et le développement de l'emploi productif (...) l'accent doit désormais être mis sur la constitution d'un environnement propice aux entreprises et à la création d'emplois.* » Propositions dans ce sens ? D'une part le développement *« des apprentissages et des stages qui, couplés à des offres de formation, permettront l'acquisition de qualifications » ;* d'autre part : *« Les représentants des entreprises et des salariés ont un intérêt commun dans la création ou le renforcement des systèmes de protection sociale, sur la base de principes majeurs qui seraient partagés par tous ».*

On comprend l'enthousiasme exprimé par l'Élysée, hôte de ce G20, qui a congratulé patrons et syndicats. Car il ne s'agit là de rien d'autre que d'un appel d'offre : les syndicats félicitent les auteurs des plans d' « austérité » et leur expriment leur disponibilité pour discuter... de la liquidation du droit aux études, de la livraison massive de jeunes à l'exploitation, de la casse programmée des acquis ouvriers en matière d'allocations-chômage, de santé, de retraites.

Mais puisque l'épicentre de la crise s'est déplacé vers la vieille Europe, il n'est pas inutile de se référer à la position de la CES, qui joue à ce niveau un rôle comparable à celui de la CSI : elle y constitue le premier soutien de la « troïka », multipliant les déclarations d'amour à la « construction européenne ».

Une des dernières productions de la CES sur le rôle des syndicats explique : *« Le dialogue social, la négociation et la participation sont des valeurs et des outils fondamentaux (…) Le rôle des partenaires sociaux est plus important en période de crise, afin de garantir qu'ils soient en mesure de trouver des solutions à la gestion sociale du changement, dans le souci de promouvoir et de stimuler la croissance et le développement »...* Ce « changement » dont la CES propose d'assumer la « gestion sociale » consiste, en période de crise, non seulement en plans de licenciements massifs, mais encore en attaques de toutes sortes contre les acquis ouvriers.

Certes, ni la CES ni la CSI ne sont la « direction » des bureaucraties syndicales nationales : elles constituent, toutefois, le cadre commun dans lequel les appareils s'accordent entre eux. Tout est dans la reprise par les appareils syndicaux, chacun au compte de sa propre bourgeoisie, des impératifs de la « compétitivité », c'est-à-dire de la lutte de chacune d'entre elles pour gagner des parts d'un marché toujours plus réduit. Et c'est parce que les appareils collent totalement à la lutte féroce de chaque bourgeoisie visant à défendre ses parts de marché, que le fil à plomb des appareils vise à tout faire pour interdire au prolétariat de chaque pays d'affronter sa propre bourgeoisie pour lui infliger une défaite.

Un immense désarroi politique

La politique des appareils syndicaux a aussi pour conséquence d'exacerber le désarroi politique des travailleurs et de la jeunesse.

Le « mouvement » de fin 2010 contre la « réforme » Sarkozy des retraites, en France, lors duquel à aucun moment ne s'est exprimée de manière massive l'exigence que les dirigeants syndicaux se prononcent pour le retrait de cette « réforme », a constitué une expression de ce désarroi.

Mais que l'on considère le cas de l'Irlande, où le 27 novembre 2010 succédait à la mobilisation des étudiants une manifestation de 100 000 travailleurs contre les mesures d'austérité. Parmi les banderoles, certes, figurait, adressé au gouvernement d'alors : *« Vous avez échoué, vous êtes virés »*. S'exprimait aussi la mise en cause des « accords » de Croke Park signés quelques mois plus tôt, à travers lesquels les dirigeants syndicaux de l'ICTU s'étaient engagés à ne pas appeler à la grève pendant 4 ans... en « échange » du blocage des salaires. Le dirigeant de l'ICTU était ainsi hué... mais pas les dirigeants « nationalistes » bourgeois, qui étaient au contraire vivement applaudis. Situation qui devait se traduire ensuite lors des élections, le rejet du gouvernement sortant se portant essentiellement sur l'opposition « nationaliste » et non sur le Labour.

Considérons encore le mouvement dit des « indignés », parti d'Espagne. La jeunesse madrilène s'était certes engagée avec la rage au coeur, après la signature par les syndicats d'un « pacte social » permettant à Zapatero de mener son offensive. Mais c'est sur le terrain de la petite-bourgeoise que s'est exprimé le rejet des directions syndicales : celui de « Démocratie Réelle » - coalition d' « associations » diverses et variées. Les revendications des travailleurs et jeunes ont été noyées dans une gabegie réactionnaire – exigence incantatoire de « démocratie », vote pour les « petits » partis bourgeois, lutte contre la « finance mondiale »... et culminaient dans cette pancarte adressée aux militants syndicaux : « Quittez les syndicats, entrez dans la lutte ». Le porte-parole de « Démocratie Réelle », Jon Aguirre Such a résumé ainsi son orientation : *« Nous canalisons l'indignation »*. Les dirigeants syndicaux – mais aussi la bourgeoisie espagnole, promue au rang d'innocent otage de « la finance mondiale » - gardaient, de fait, les mains libres.

Ailleurs, aux États-Unis où ce « mouvement » a rencontré un certain succès, les dirigeants syndicaux loin d'être conspués se sont invités à diffuser leur idéologie réactionnaire – par exemple l'appel à un nouveau « New Deal » taillé sur mesure pour justifier le « dialogue » avec l'administration Obama. Mais la tentative de « grève générale » votée à Oakland par une assemblée de plusieurs milliers de participants, fin octobre 2011 – sans aucun appel adressé pour ce faire aux dirigeants de l'AFL-CIO et de « Change to win » - illustrait pratiquement ce que vaut le « soutien » des bureaucrates : en guise de « grève », c'est en l'absence de tout appel des syndicats en ce sens que les manifestants tentaient de paralyser la ville – les fonctionnaires ayant pour cela pris des congés sans solde – l'opération prenant fin dans un déchaînement de violences policières.

Quoi qu'il en soit de la politique des appareils, les organisations syndicales sont le produit du combat historique du prolétariat pour son émancipation : leur force tient à l'existence des acquis ouvriers arrachés dans ce combat. La destruction méthodique des acquis ouvriers que mènent aujourd'hui les capitalistes dans chaque pays conduit et conduira les masses à vouloir se saisir de leurs organisations pour y résister.

C'est pourquoi malgré leur affaiblissement produit de la politique des appareils, la place des syndicats constitue un enjeu de première importance dans la lutte des classes. Il faut réaffirmer avec Trotsky que si l'activité révolutionnaire ne saurait se réduire au travail dans les syndicats, ce travail en constitue un aspect de première importance. Les développements de la lutte des classes en Tunisie et en Égypte, chacun à sa manière, l'illustrent. Dans le premier cas, les travailleurs ont afflué vers l'UGTT malgré le caractère corrompu, mouillé avec Ben Ali jusqu'au cou de la direction de cette centrale. Dans le second, ils ont cherché à constituer contre le syndicat vertical de Moubarak leurs propres organisations. Que les directions de celles-ci aient immédiatement été phagocytées par une bureaucratie en formation coachée par les bureaucraties syndicales des métropoles impérialistes n'enlève rien à la signification de ce mouvement. De la même manière, dans un pays comme la Chine, le mouvement du prolétariat et les innombrables grèves qui s'y développent tendent à poser dans un même mouvement les revendications économiques (salaires, contre les licenciements, etc.) et la revendication politique qui consiste à exiger d'avoir « leurs propres délégués » et non ceux qui leur sont imposés par l'appareil policier du PCC.

En ce sens, les développements de la lutte des classes à venir auront inévitablement de très importantes réfractions dans les organisations syndicales, et les forces qui chercheront dans le syndicat à s'émanciper de la tutelle des appareils dirigeants seront également disponibles pour la réorganisation du mouvement ouvrier sur un nouvel axe : celui de la révolution prolétarienne.

Les partis sociaux-démocrates : décomposition accélérée en défense du capitalisme

Le rapport adopté en 1997 par les militants regroupés autour de *CPS, Une Nouvelle Perspective,* avait présenté comme provoquant un tournant dans les relations entre les masses et les partis sociaux-démocrates et ex-staliniens la restauration du capitalisme : la situation nouvelle a permis aux partis ouvriers bourgeois, passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois, de se « déboutonner », d'exprimer leur véritable nature et d'entreprendre le désarmement théorique généralisé, planifié de la classe ouvrière et de la jeunesse, en matraquant que le socialisme, c'est la faillite et que le seul avenir, c'est le capitalisme.

En Europe, les partis sociaux-démocrates n'ont pas attendu l'irruption de la crise actuelle pour prendre en charge les plus violentes attaques anti-ouvrières, en particulier dans les deux berceaux historiques de la social-démocratie : la Grande-Bretagne (avec le « New Labour » de Blair) et l'Allemagne. Rappelons que c'est le gouvernement Schröder qui a mis en place l' « agenda 2010 ».

L'explosion de la crise a poussé les dirigeants de ces partis à se porter en première ligne de défense du capital financier. Le bilan en la matière des gouvernements portugais, espagnols, grecs, est une leçon amère pour tous les prolétariats d'Europe : ce sont leurs partis traditionnels,

ceux vers lesquels ils portent leurs votes lorsqu'ils aspirent à chasser les partis bourgeois, qui ont en définitive porté les coups les plus durs aux travailleurs. Ce bilan, la députée du PASOK Elena Panaritis s'en réclame ouvertement: *« Il a fallu onze ans à Margaret Thatcher pour mener à bien ses réformes dans un pays qui avait des problèmes structurels moins importants. Notre programme a été mis en place il y a seulement quatorze mois. »*

L'attachement des dirigeants sociaux-démocrates à la défense du capitalisme en crise a trouvé récemment une expression extrême en Espagne : le PSOE a littéralement accepté de s'auto-saborder, après avoir fait passer les contre-réformes les plus violentes. C'est à la demande expresse des capitalistes que ce parti a convoqué des élections anticipées où il se savait condamné à une défaite cuisante. Le PSOE a perdu 4 millions de voix en 2011 par rapport à 2007, une bérézina électorale dont il mettra du temps à se relever. Même phénomène au Portugal. Et ce n'est rien à côté de celle du PASOK aux législatives grecques de mai. Ce que montre à nouveau l'expérience récente, c'est que la défense des intérêts de la bourgeoisie prime sur les intérêts électoraux : les positions occupées dans les Parlements sont sacrifiées sans hésitation à l'intérêt supérieur du capital financier.

Là où les partis sociaux-démocrates ont été chassés du gouvernement à la suite de défaites électorales, leur position consiste à barrer toute issue politique pour le prolétariat. Citons Miliband, dirigeant du Labour, à l'issue de la manifestation massive du prolétariat anglais du 26 mars 2011 (500 000 manifestants) : *« Tout le monde sait aujourd'hui que le pays connaît des temps difficiles. (…) Nous avons besoin de faire des choix difficiles, et quelques coupes. Mais ce gouvernement va trop loin et trop vite… »*. Depuis, Miliband a confirmé en jugeant « inopportune » la grève des fonctionnaires contre la liquidation de leur régime de retraites. En Allemagne, c'est grâce aux votes des députés du SPD qu'Angela Merkel a pu faire adopter, récemment, le MES, confrontée qu'elle était à la désaffection d'une partie de ses troupes.

Lorsque les partis sociaux-démocrates traversent des crises internes, en conséquence de leur politique, c'est dans le sens d'une décomposition accélérée. La scission la plus significative du PSOE a lieu en 2007 : elle aboutit à un groupe UPYD qui se propose de *« dépasser le faux dilemme entre la droite et la gauche »*. Du côté du PASOK, ni les députés exclus récemment pour avoir refusé de voter le dernier plan grec, ni ceux qui sont partis de leur propre chef – sous la tutelle d'anciens ministres de Papandréou – ne remettent en cause la tutelle de la « troïka » UE-BCE-FMI. Quant à Venizelios, successeur de Papandréou, il propose de *« rénover »* ce parti pour en faire un parti *« patriotique et radical »* et un *« nouveau départ pour le centre gauche »*.

Ainsi la trajectoire générale suivie par les partis sociaux-démocrates en Europe (comme au Brésil, où le PT occupe la place d'un parti social-démocrate) est celle d'une poursuite de la décomposition politique. La bourgeoisie de son côté combat - avec l'aide de tout ou partie des dirigeants sociaux-démocrates - pour leur liquidation à son propre compte. L'exemple italien (l'auto-liquidation du PDS au sein du Parti démocrate) montre qu'il n'est nullement exclu qu'elle puisse arriver à ses fins, avec cette conséquence que le prolétariat serait politiquement ramené à la situation dans laquelle il était avant même la constitution de partis ouvriers.

Conformément au programme de transition, la tâche centrale du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire, consiste à affranchir le prolétariat des vieilles directions. Il faut donc pleinement mettre en œuvre la tactique du front unique ouvrier, leur adresser systématiquement la revendication : Rompez avec la bourgeoisie ! Prenez le pouvoir !

Les partis ex-staliniens : une barrière dressée contre l'organisation du prolétariat

Une Nouvelle Perspective l'indiquait : l'existence des partis staliniens était liée à l'existence de l'URSS. En ce sens, ils sont historiquement condamnés à disparaître, réduits à l'état de survivance.

Mais tant qu'ils existent, ils demeurent des partis ouvriers bourgeois et continuent de participer au mur constitué par les appareils en défense du capitalisme. Le KKE grec, en octobre 2011, a donné à ce mur une expression littérale : il a lâché ses hommes de main contre les manifestants venus envahir le Parlement grec, le jour du vote du dernier plan Papandréou.

Pourtant, même en Grèce, c'est un fait que le KKE et les organisations qui en sont issues continuent d'occuper une certaine place. Ailleurs en Europe, les restes du stalinisme semblent retrouver un « second souffle » électoral à travers des coalitions sans rivages. Ce phénomène trouve sa source avant tout dans le rejet que suscite la politique menée par les partis sociaux-démocrates : il en constitue un produit dérivé et secondaire.

Les forces issues du stalinisme entendent utiliser ces succès relatifs pour enfoncer autant que faire se peut le prolétariat dans une impasse politique, embrumer les consciences. Partout, les partis ex-staliniens se caractérisent par leur chauvinisme : détournant tout combat contre les gouvernements bourgeois vers l'épouvantail de l'Union Européenne, ils sont aussi les meilleurs avocats du capitalisme « national », de l'association capital-travail par ce biais. Autre axe commun à la plupart des « coalitions » de type Izquierda Unida (coalition intégrant des éléments petits-bourgeois de type Verts) ou Front de Gauche : la promotion forcenée de la « citoyenneté » contre la lutte des classes.

En ce sens, le succès relatif du « Front de Gauche » lors des élections présidentielles en France a une valeur internationale. Le succès de ce « Front » s'explique avant tout par le fait qu'il a défendu un certain nombre de revendications ouvrières. Mais que propose-t-il pour les satisfaire ? D'une part, la « révolution citoyenne » - autrement dit le bulletin de vote et la cogestion ; d'autre part, la subordination inconditionnelle aux bureaucraties syndicales. Au moment du passage de la contre-réforme des retraites, fin 2010, Mélenchon candidat du Front de Gauche, désignait quiconque refusait de suivre les dirigeants syndicaux comme un *« traître »* : ces mêmes dirigeants ont pourtant discuté de la contre-réforme jusqu'au bout, et n'en ont jamais demandé le retrait.

L'importance des partis ex-staliniens tient surtout au poids dont ils disposent encore dans les syndicats, et parfois des syndicats décisifs (CGTP au Portugal, CCO en Espagne, CGT et FSU en France). A la tête de ces organisations, ils impulsent une orientation soumettant étroitement le syndicat aux impératifs du capitalisme en crise et à ses contre-réformes via le « dialogue social », dont ils sont les chantres les plus constants.

L' « extrême-gauche » et particulièrement les forces issues de la décomposition de la IVe Internationale

La décomposition des organisations issues de la IVe Internationale se manifeste dans le fait que, partout, ces organisations se dissolvent dans des « partis » censés être plus « larges ». Du strict point de vue du nombre de militants, il s'agit d'échecs piteux : le cas du « Nouveau Parti Anticapitaliste » en France, dont les effectifs ont été divisés par 3 ou 4 en l'espace de deux congrès, est illustratif. Mais du point de vue des initiateurs de cette orientation, l'essentiel est ailleurs : dans le renoncement officiel à cette étiquette embarrassante de « trotskystes », voire de « communistes révolutionnaires » - même si l'étiquette recouvrait une marchandise frelatée.

À l'heure de la crise au grand jour du capitalisme, de la même manière que les partis ex-staliniens continuent d'avoir une utilité pour la bourgeoisie - en ceci qu'ils continuent de détourner les masses du « communisme » - les diverses organisations issues de la destruction de la IVe Internationale ont leur petit rôle à jouer dans le concert des appareils contre-révolutionnaires.

La question de la dette en est aujourd'hui un révélateur : pour des masses croissantes de travailleurs, il apparaît que la dette accumulée par les États bourgeois est en relation directe avec les plans d' « austérité » qu'ils subissent de plein fouet. A contrario, la lutte contre l' « austérité » suppose que la dette des capitalistes soit dénoncée. Les organisations pablistes de type NPA jouent sur cette aspiration et la transforment en son contraire : elles sont parmi les premières à lui substituer la demande d'un « audit sur la dette »... visant à distinguer la « dette illégitime » de la dette « légitime ». Autrement dit, elles se prononcent en réalité pour le paiement de la dette.

De même, les lambertistes jouent pleinement leur rôle réactionnaire de protection des gouvernements bourgeois via le soutien sans faille aux appareils syndicaux. En Europe, ce soutien prend la forme de la désignation de l'UE comme la cause immédiate des plans d'austérité frappant les masses, dérivatif à tout combat contre les gouvernements bourgeois. Il s'agit bien, comme l'indiquait un numéro spécial de *CPS*, d'un nouveau « social patriotisme » : orientation politique qui atteint des sommets d'abjection en Algérie, avec la défense acharnée du gouvernement Bouteflika, la dénonciation des organisateurs de grèves comme « provocateurs », un accord électoral signé avec le parti de l'ex-premier ministre, etc.

Socialisme ou barbarie

La crise du capitalisme est loin d'avoir donné sa pleine mesure. La somme des reculs infligés d'ores et déjà aux prolétariats pourrait bien n'être qu'un début. Le sort épouvantable des masses grecques donne aux travailleurs, à la jeunesse, une idée de ce que cette société leur réserve.

En Europe, au Japon, en Corée, en Amérique du Nord et dans tous les pays capitalistes dits avancés, le prolétariat et la jeunesse sont confrontés à une offensive sans précédent. Dans les pays dits « émergents » comme la Chine, le Brésil, l'Inde sévit une exploitation féroce des travailleurs, des jeunes et des enfants. Il en est de même dans les pays qui étaient sous la domination de la bureaucratie du Kremlin et où la propriété privée des grands moyens de production a été rétablie après la chute du mur de Berlin en 1989. Enfin, les ex-pays coloniaux et semis-coloniaux sont soumis à un pillage toujours plus intensif, générateur d'affrontements entre les puissances impérialistes qui y sèment ainsi la misère, la guerre, la terreur.

La destruction massive de forces productives induites par la crise, on l'a vu, jette des masses croissantes dans la vie de paria, la misère et la faim. La tendance au développement du militarisme s'est aussi accentuée, nourrie par l'engagement des guerres impérialistes qui, en raison de l'incapacité du capitalisme pourrissant même à reconstruire des États coloniaux, aboutissent à couvrir la surface du globe de plaies ouvertes et purulentes - Irak, Afghanistan, Libye, Palestine, Haïti, etc. Des populations entières, errantes et affamées, sont jetées sur les routes et parquées dans des camps de réfugiés pour y recevoir l' « aide » des maîtres impérialistes. Tandis que d'autres, par dizaines de millions, sont enfermés dans des bidonvilles et des « favelas » en y subissant le même sort.

La catastrophe peu naturelle de Fukushima, au Japon, a également mis en lumière ce fait : avec le pourrissement du mode de production capitaliste, la liquidation de l'espace vital de l'humanité s'impose comme un enjeu presque immédiat. C'est un fait : des dégâts irréversibles et de surcroît non maîtrisés affectent la biosphère. Sur une partie croissante de la planète, la pollution - utilisation massive de pesticides et d'engrais chimiques, rejets des installations industrielles - avec ses conséquences sur les milieux aquatiques, l'air et les sols, met directement en péril les populations, rend inutilisable l'exploitation des sols, des ressources naturelles issues de la pêche de l'agriculture, prive d'eau potable des centaines de millions d'êtres humains.

Mais en fin de compte, ce n'est pas abstraitement « *la planète* » qui est en danger contrairement à ce que prétend la réaction peinte en vert, celle des partis « écologistes ». Dans l'immédiat, ce sont les masses laborieuses qui payent un lourd tribut à la survie du mode de production capitaliste. Ce sont elles les victimes de l'exploitation anarchique, dictée par la logique du profit, des ressources de la nature conduisant à une dégradation de la biosphère sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Il faut le répéter avec Marx « *La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur* ». « Crise écologique », « crise alimentaire »,

voire « crise sociale », ces expressions sont utilisées en boucle par les idéologues au service du capital afin de masquer qu'en réalité, c'est de la crise du mode de production capitaliste, à son stade suprême de développement dont il est question. Effectivement, l'impérialisme pourrissant mène l'humanité tout entière à la catastrophe.

Dans le rapport international adopté par la VIIe conférence du Comité, en mai 1993, il était rappelé cette citation de Léon Trotsky : *« Aucune crise ne peut d'elle-même, être mortelle pour le capitalisme. Les oscillations de la conjoncture ne font que créer une situation dans laquelle il sera pour le prolétariat plus facile ou plus difficile de renverser le capitalisme. Le passage de la société bourgeoise à la société socialiste présuppose l'activité de gens vivants, qui font leur propre histoire (…) Personne n'a numéroté les crises du capitalisme ni n'a indiqué d'avance laquelle serait le « dernière ». Mais toute notre époque et surtout la crise actuelle dictent impérieusement au prolétariat cet ordre « Prends le pouvoir! ». Si pourtant le parti ouvrier, malgré les conditions favorables, se révélait incapable de mener le prolétariat à la prise du pouvoir, la vie de la société continuerait sur des bases capitalistes - jusqu'à une nouvelle crise ou une nouvelle guerre, et peut-être jusqu'à l'effondrement total de la civilisation européenne. » (Encore une fois, où va la France?)*

Nécessité du Parti Ouvrier Révolutionnaire, de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire

Le rapport Nouvelle Perspective adopté en mars 1997 par les militants regroupés autour de CPS, sous la direction de Stéphane Just, a insisté sur « la question du parti, question fondamentale » :

« C'est sur cette question centrale que depuis des décennies bute la classe ouvrière. C'est l'absence d'un tel parti [un parti ouvrier révolutionnaire, ndlr] *qui a pesé et qui pèse de manière déterminante dans les développements au sein de l'ex-URSS, en Allemagne comme en France, au Brésil et en Afrique du Sud etc.*

En l'absence d'un tel parti, la classe ouvrière et la jeunesse sont totalement livrées aux partis social-démocrates et ex-staliniens, aux appareils syndicaux, (mais aussi aux organisations petites-bourgeoises, aux organisations cléricales et humanitaires). »

Ce rapport poursuivait :

« Résoudre la question du pouvoir, détruire l'État bourgeois et exproprier le capital, entreprendre la construction de l'État ouvrier : pour la classe ouvrière mondiale, il était acquis que cela était une possibilité puisque cela avait été réalisé en 1917. Pour une partie importante du prolétariat, cette perspective --d'une manière ou d'une autre et avec toutes les confusions possibles-- était une nécessité. Aujourd'hui cette conscience a, pour une grande part, disparu ou s'est profondément brouillée.

Toutes les organisations et groupes acharnés à la défense du capitalisme, s'appuyant sur cette situation, tentent de faire revenir la classe ouvrière à un état de conscience politique antérieur même à 1848 : le seul avenir possible doit être le capitalisme. Bien évidemment, ils ne peuvent y parvenir, mais sur cet objectif de grands dégâts peuvent être commis.

Cela nous contraint, plus largement que dans le passé, à réintégrer dans notre propagande, dans notre agitation, des analyses et des affirmations que l'on pouvait considérer comme acquises par un grand nombre de travailleurs.

Nous devons marteler que, pour l'essentiel, tout se ramène à la question du pouvoir et réaffirmer avec Marx que "la conquête du pouvoir politique est devenu le premier devoir de la classe ouvrière." (1864).

Cela est d'autant plus vrai aujourd'hui que dans la situation de crise récurrente du capitalisme, de sa marche à la dislocation, toute revendication --qu'elle soit ou non économique-- ne peut être satisfaite qu'en s'affrontant à la question du pouvoir et en la résolvant. Cela implique la nécessité d'un parti :

- un parti de classe

- un parti centralisé

- un parti fondé sur le programme de la révolution prolétarienne.

- un parti mondial de la révolution prolétarienne

C'est cette nécessité-là qui est au cœur de l'offensive conduite pour liquider les acquis politiques, théoriques, du mouvement ouvrier. »

Les quinze années écoulées depuis l'adoption de ce rapport ont été marquées de nombreux exemples du combat acharné des appareils de tous poils et de leurs satellites contre l'idée même de « parti de classe », instrument indispensable au prolétariat pour poser sa candidature à l'exercice du pouvoir.

La plupart des partis et organisations du mouvement ouvrier ont répudié la perspective du socialisme ; les autres l'ont vidée de sa substance (en adoptant par exemple le prétendu « socialisme du XXIe siècle » cher à Chavez, l'« éco-socialisme » etc). Tous, avec ou sans double-langage, affirment que « la démocratie » en général, c'est-à-dire la domination de classe de la bourgeoisie, constitue l'horizon indépassable. Tous ont dénoncé l'idée même de prise révolutionnaire du pouvoir. Au-delà, tous œuvrent à se noyer voire à se liquider dans des coalitions sans rivages, pour interdire autant que possible à la classe ouvrière d'être représentée majoritairement, même de manière déformée, au sein des parlements bourgeois, ou de s'organiser politiquement.

Dans les pays où un parti ouvrier stricto sensu n'a jamais vu le jour (tels les États-Unis), le combat pour la constitution d'un tel parti (en particulier à l'initiative des organisations syndicales) est juste, mais il ne se substitue pas au combat pour la construction du POR, c'est-à-dire du combat pour la prise révolutionnaire du pouvoir et le socialisme : au contraire, le combat pour la construction du parti ouvrier n'a de sens que comme transition vers la constitution du POR. En Tunisie ou en Égypte – où la nécessité d'un parti ouvrier défendant les revendications des masses devrait être défendue de manière immédiate par des militants révolutionnaires – cette perspective est méthodiquement rejetée par les dirigeants syndicaux au nom de l' « indépendance », alors que ces mêmes

dirigeants n'ont de cesse de réclamer le « dialogue » avec les tenants de l'appareil d'État.

Nouvelle Perspective indiquait encore : *« Parce que le parti bolchévique est le seul qui ait conduit une révolution victorieuse, c'est contre les principes même du bolchevisme que se mène l'offensive des agents de la bourgeoisie. En fait : seul le bolchevisme a su trouver les formes d'organisation qu'exige la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Aussi faut-il le rayer de la conscience ouvrière »*

La crise rend plus nécessaire que jamais de défendre bec et ongles les acquis du bolchévisme, d'assumer ouvertement la défense des leçons de la révolution d'Octobre 1917 : ainsi, à l'heure où les plans « d'austérité » sont engagés partout au nom du règlement de la dette des capitalistes, faut-il rappeler que c'est l'État ouvrier né de la révolution d'Octobre qui, seul dans l'histoire, a effectivement aboli la dette russe. De même, face aux « transitions démocratiques » et aux pseudo « assemblées constituantes » invoquées ou convoquées dans les pays dominés par l'impérialisme par toutes les forces attachées au mode de production capitaliste pour maintenir leur domination, faut-il rappeler que le parti bolchévique a la tête des soviets a rédigé une constitution qui liait organiquement la résolution des tâches démocratiques à celle des revendications fondamentales des ouvriers et des paysans : expropriation du capital, contrôle ouvrier sur la production, réforme agraire, etc.

De telles réalisations n'ont été possibles que parce que le parti bolchévique a permis au prolétariat de prendre le pouvoir en 1917.

C'est la conscience de la nécessité du POR et de l'IOR qui fonde et justifie l'existence de notre Groupe. De la même manière que notre bulletin porte en exergue cette citation de Lénine : *« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme »*, le Groupe doit expliquer constamment aux travailleurs et à la jeunesse autour de lui : on ne peut aller au socialisme sans combattre pour la construction du POR et de l'IOR.

Notre combat pour la construction du POR et de l'IOR

Le rapport adopté par la IIe conférence du Groupe se concluait ainsi :

« L'engagement d'un tournant politique ne signifie pas que l'on soit sorti de la période que nous avons définie comme étant une période de réaction, ouverte par la restauration du capitalisme dans l'ex-URSS. Aucun des traits de cette période que nous avons dégagés dans nos précédentes conférences n'est invalidé, au contraire : la liquidation engagée des acquis arrachés par la classe ouvrière, la décomposition du mouvement ouvrier, s'affirment. (…) La marche à la barbarie que signifie le capitalisme n'est pas une figure de style. Quelle issue pour les masses ? C'est avec angoisse que cette question est posée aujourd'hui à des millions d'hommes et de femmes, d'autant qu'elle leur paraît le plus souvent sans réponse. Mais elle est pressante – et à la fois ne sera pas résolue sans de grandes difficultés.

Inéluctablement, avec les développements imprévisibles de la crise, une nouvelle période politique s'ouvrira. Des regroupements se formeront, depuis l'intérieur des organisations déjà existantes, partis ou syndicats, notamment. La tendance à la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe s'exprimera. Et c'est dans ce mouvement que se dégageront les matériaux humains et organisationnels pour la construction de nouveaux Partis ouvriers révolutionnaires et de leur internationale.»

L'expérience des trois années écoulées permet de mesurer avec davantage d'acuité l'étendue des difficultés auxquelles les masses, en proie au déchaînement croissant de toutes les forces liées au maintien du mode de production capitaliste, sont confrontées. C'est un fait qu'à ce jour, le déploiement des appareils traîtres et corrompus du mouvement ouvrier, dans toutes leurs déclinaisons, est parvenu à contenir les unes après les autres sans grand dommage (du point de vue du Capital) toutes les mobilisations parties de la jeunesse et du prolétariat dans leur lutte pour défendre leurs conditions d'existence.

À la lumière des trois années écoulées, il est possible et nécessaire de réapprécier quelques formulations erronées de notre deuxième conférence. Celle-ci a correctement analysé les racines de la crise. Elle a justement apprécié que cette crise ne nous faisait pas par elle-même sortir de la période ouverte par le rétablissement du capitalisme en Russie. Pourtant elle affirme contradictoirement que cette crise constitue une « défaite politique de la bourgeoisie », que se constitue une « brèche idéologique » par rapport à l'idéologie dominante : « Le capitalisme, ça marche ; le socialisme, ça ne marche pas ». Elle s'appuyait pour de telles affirmations sur le fait que les gouvernements bourgeois eux-mêmes avaient dû avoir recours à des nationalisations notamment dans le secteur bancaire pour sauver le système financier.

Or rien de tout cela ne permet pour autant de parler de défaite de la bourgeoisie. La bourgeoisie, pour sauver son propre mode de production, a eu recours dans le passé tant à des nationalisations qu'à une certaine forme de « planification » de la production. Il est même arrivé qu'elle le fasse sur la base d'une situation de dure défaite du prolétariat : c'est le cas du « socialisme de guerre » que nous évoquons par ailleurs.

Une chose est d'avoir conscience du fait que le capitalisme conduit inéluctablement à la remise en cause de toutes les conquêtes ouvrières (conscience renforcée par les développements de la crise, mais qui lui préexistait largement) ; toute autre chose est d'affirmer que la crise conduit à la résurgence de la conscience socialiste dans le prolétariat et la jeunesse.

À cet égard, la formulation de la IIe conférence : *«-L'intervention massive des États, le retour en grâce des nationalisations (même bourgeoises), et aussi le caractère mondial de la crise qui sape toute tentative de solution nationale, quand bien même pour chaque prolétariat toute solution positive commence par la prise du pouvoir dans son propre pays : tout cela pousse à remettre Marx à l'ordre du jour, mais aussi Lénine »* est lourde d'ambiguïté.

À la lumière crue de la crise, là où un mouvement ouvrier existe, se révèle son profond degré de pourrissement. Les liens du vieux mouvement ouvrier avec les masses sont plus distendus que jamais. Le fait qu'en Espagne, la première mobilisation de masse depuis des années ait pris la forme d'un mouvement tel que celui des « indignés », que ce mouvement se soit répercuté avec une certaine ampleur aux États-Unis, ou qu'en Grèce le vieil anarchisme sorti des limbes du XIXe siècle connaisse une certaine résurgence montrent par ailleurs que la route est longue. Ailleurs, notamment en Égypte, s'est exprimée la tendance à la recomposition d'un mouvement ouvrier, à travers la constitution de syndicats indépendants : mais, là encore, se révèle que le ver bureaucratique s'est glissé dès l'origine dans le fruit de la lutte des classes.

Lénine caractérisait la social-démocratie à son stade ascendant – celui d'une internationale ouvrière combattant ouvertement pour en finir avec le capitalisme - comme *« la fusion du mouvement ouvrier et du socialisme »*. Ce lent processus que les prolétariats d'Europe ont accompli en plusieurs décennies – et dont l'expérience de la révolution russe a constitué le point le plus élevé à ce jour - a été interrompu sous le poids des plus grandes défaites historiques subies par le prolétariat et par leurs traductions politiques : dégénérescence de la IIe Internationale, stalinisme, destruction de la IVe Internationale, enfin rétablissement du capitalisme en ex-URSS. Il revient aux travailleurs de tous les pays de renouer avec ce fil – à mesure que s'ébranlent les fondations même du capitalisme pourrissant, et que son toit menace de les écraser dans sa chute.

Il ne s'agit pas d'attendre la progression magique et linéaire du prolétariat vers une « conscience révolutionnaire » qu'il n'atteindra pas sans l'intervention résolue de militants œuvrant à s'approprier les acquis du marxisme, à déployer dans toute son étendue le programme de la révolution socialiste, à combattre pour cela pied à pied pour la direction du mouvement ouvrier.

Le développement de la crise rend de toute manière impossible la satisfaction de la moindre revendication sans que soient engagées, pour ce faire, des mesures tendant à remettre en cause le mode de production capitaliste en tant que tel. Le rapport adopté par la IIe conférence du Groupe soulignait *« une modification de la situation objective par rapport à nos appréciations antérieures »* :

« Le mot d'ordre lancé sous toutes les latitudes « nous ne paierons pas pour votre crise » introduit une nouvelle dimension. Jusqu'ici, nous avions insisté, et cela demeure exact, sur l'importance des revendications défensives, lesquelles, prises dans leur dimension correcte, dans la perspective révolutionnaire, remettaient en cause objectivement le capitalisme et ses gouvernements. Mais la nouvelle dimension qu'introduisent la crise et la réaction des masses à celle-ci, c'est la nécessité de contribuer à aider les masses à répondre à la question « quelle alternative », c'est-à-dire combattre pour les solutions ouvrières à la crise. »

Face à l'offensive du capital, la crise remet au premier plan l'orientation générale développée par Léon Trotsky dans le programme de transition : *« Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. »*

Il ne saurait être question dans le présent rapport de présenter ce qui dans la période et les conditions actuelles devrait constituer le programme d'action du prolétariat et de la jeunesse, d'autant qu'un tel programme ne peut être décliné que pays par pays en fonction des conditions concrètes de la lutte des classes.

Toutefois un certain nombre d'axes peut être dégagé. Face aux appareils contre-révolutionnaires qui bradent toute revendication concrète doivent être formulées les revendications fondamentales permettant aux masses de s'unir pour la défense de leurs acquis et de leurs conditions matérielles d'existence. Ainsi on doit, sans être exhaustif, avancer (pour des pays comme la France) :

- Pour la dénonciation immédiate de la dette dans son intégralité ;
- Pour l'abrogation de toutes les contre-réformes mises en place par les gouvernements au service du capital ;
- Pour le droit au travail, contre le chômage, pour la reconnaissance légale du droit de tous et de chacun au travail selon ses capacités et sa qualification ; Pas un seul licenciement, pas une seule suppression de poste et instauration de l'échelle mobile des heures de travail sans diminution de salaire ;
- Pour la défense du pouvoir d'achat par la récupération de celui perdu depuis des années avec l'augmentation générale des salaires, traitements, retraites, allocations et prestations de toutes sortes ;
- Pour le droit à une retraite décente par l'abrogation des contre-réformes instaurant l'allongement des durées de cotisations ;
- Pour l'abrogation de toutes les contre-réformes liquidant les conventions collectives et le code du travail, instaurant la flexibilité et l'individualisation des salaires ;
- Pour l'abrogation de toutes les lois xénophobes et celles remettant en cause les libertés démocratiques et le droit de s'organiser ;
- Pour le droit à la santé : gratuité des soins pour tous ; arrêt immédiat des exonérations de charges et restitution de toutes celles accordées par le passé ;
- Pour le droit à l'instruction : créations des postes nécessaires ; une seule école l'école publique ; aucun financement des cultes et de l'enseignement privé ; gratuité de la maternelle à l'université ;
- Pour le droit à un logement convenable avec en premier lieu le blocage des loyers ;

La simple énumération, très limitée, de ces revendications démontre que les revendications élémentaires et fondamentales du prolétariat, de la jeunesse et des masses laborieuses sont incompatibles avec la survie du mode de production capitaliste. Comme l'indique le *Programme de transition « Chaque revendication sérieuse du prolétariat et même chaque revendication progressive de la petite-*

bourgeoisie conduisent inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'État bourgeois ». En 1934, Léon Trotsky écrivait « *La plus immédiate de toutes les revendications doit être l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréaliste sous le contrôle de la bourgeoisie ? Évidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir »*.

Plus que jamais, dans le contexte des développements de la crise du mode de production capitaliste, la satisfaction de ces revendications ne pourrait être réalisée que par des gouvernements s'en prenant réellement au capital, s'engageant dans la voie de la destruction des États bourgeois et de son expropriation pour aller vers le socialisme. De tels gouvernements, appuyés sur la mobilisation des masses, devraient réaliser la nationalisation sans indemnité ni rachat :

- des grandes entreprises capitalistes de production et de la distribution ;
- des grandes entreprises du bâtiment et des travaux publics avec le lancement de programme de construction des logements afin de satisfaire les immenses besoins de la population laborieuse ;
- des banques et le contrôle ouvrier sur les comptes bancaires et les mouvements de capitaux ;
- des trusts de la production d'eau, de gaz, d'électricité et des transports vers la constitution de véritables services publics répondant aux besoins des masses ;
- des trusts pharmaceutiques vers une recherche et une production correspondant réellement aux besoins des masses ;
- de l'enseignement privé et de la formation professionnelle vers la constitution d'un enseignement public de la maternelle à l'université ;

De tels gouvernements devraient en appeler à la mobilisation des masses laborieuses :

- pour l'instauration du contrôle ouvrier à tous les niveaux : dans les entreprises, les administrations publiques, les municipalités, etc.
- pour l'organisation d'assises nationales pour faire le bilan des ressources et des besoins sur la ligne de l'orientation vers l'élaboration de plan de production, en d'autres termes de plans « de mesures transitoires du capitalisme au socialisme » selon les termes de l'intervention d'Alexis Bardin de mars 1935 au CCN de la CGT, intervention rédigée par Léon Trotsky ;
- pour la destruction des institutions de l'État bourgeois par la liquidation de toutes les institutions répressives (armée, justice, police) au service du capital ;

Bien entendu de tels gouvernements devraient être solidaires de tous les combats que les prolétariats des différents pays engagent pour leur émancipation, pour le socialisme. Contre l'impérialisme et le militarisme, ils soutiendraient inconditionnellement les luttes pour leur indépendance politique et économique des peuples opprimés des pays semi-coloniaux. De tels gouvernements combattraient pour les États-Unis socialistes d'Europe.

Il ne s'agit là que d'un rappel, très partiel, du programme du combat pour le gouvernement ouvrier et paysan qui reste la ligne stratégique de notre combat pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire. Il ne s'agit pas ici d'écrire le programme d'action de la classe ouvrière, tâche que, compte tenu de son rapport avec les masses notre Groupe, n'a pas la capacité politique de réaliser.

Nos tâches découlent du fait qu'il *« est indispensable de formuler ce à quoi aspirent le prolétariat, la jeunesse, la population laborieuse : que les organisations ouvrières syndicales et politiques rompent avec la bourgeoisie, qu'elles réalisent le Front Unique Ouvrier dont l'objectif ne peut être finalement que de prendre le pouvoir, de constituer un gouvernement ouvrier et paysan. Il est indispensable de donner une expression claire et précise à ces aspirations, à cette volonté des masses et, en fonction des circonstances précises, d'ouvrir la voie aux masses pour qu'elles-mêmes exigent et aillent exiger des directions des organisations traditionnelles qu'elles rompent avec la bourgeoisie et réalisent le Front Unique Ouvrier. Le rôle de l'avant-garde n'est pas de se substituer aux masses mais de les aider, de les orienter politiquement. Pas plus qu'il n'est d'adresser des suppliques aux dirigeants » (Stéphane Just – Eléments pour un programme d'action – 21/02/1985).*

Ce qui distingue fondamentalement notre combat politique est assez simple à résumer :

- Dans la filiation du *Manifeste Communiste* de 1848, des leçons tirées par la 1ère internationale de la Commune de Paris, du combat de la IIe internationale vers la construction de partis ouvriers de masses, de l'avènement de la dictature du prolétariat en Russie et du combat de la IIIe internationale pour la révolution mondiale, de la continuité de combat assuré par la IVe internationale prenant en particulier en charge la lutte contre le stalinisme, notre orientation stratégique est celle du combat pour la dictature du prolétariat et pour le gouvernement ouvrier et paysan. Il ne suffit pas de l'affirmer, comme de nombreuses organisations qui se réclament encore du trotskysme, mais de l'incarner concrètement. C'est pourquoi, en fonction des conditions particulières de la lutte des classes dans chaque pays, de l'histoire et de l'évolution du mouvement ouvrier, notre tâche principale reste de formuler la perspective du combat pour le gouvernement ouvrier et paysan, perspective qui, dans sa formulation la plus abstraite, est celle du combat pour des gouvernements issus du front uni des organisations ouvrières sans représentants de partis et d'organisations bourgeoises.
- Sur cette orientation générale, ce qui nous distingue, c'est que partout où nous avons la possibilité d'intervenir, nous combattons pour regrouper les travailleurs autour de nous, en particulier dans les syndicats, afin d'affronter les bureaucrates. D'une manière continue, notre bulletin rend compte de ce combat que nous menons sans interruption avec un écho important à notre échelle.
- À notre échelle, nous nous situons constamment dans la continuité de l'internationalisme prolétarien en combattant pour le front uni contre les menées impérialistes de notre propre bourgeoisie.

Défendre les acquis politiques du marxisme, par l'intervention dans la lutte des classes

Il faut préciser pour conclure dans quelles conditions politiques se mène ce combat pour la construction du POR et de l'IOR.

À ce stade, l'appréciation commune sur laquelle s'est constitué en 2007 le Groupe pour la constitution du POR, de l'IOR à savoir que, pour un temps indéterminé, la tendance à la recomposition du mouvement ouvrier sur l'axe de la révolution prolétarienne avait cessé de se manifester, demeure.

Par ailleurs, le contrôle politique étroit et jamais remis en cause de manière décisive des appareils sur les tentatives de combat dans les métropoles impérialistes, la faiblesse même de ces tentatives en regard de la violence des attaques subies et en comparaison des explosions révolutionnaires des années 30 (certes conclues par des défaites tragiques du fait de la criminelle politique des appareils, particulièrement des staliniens) s'explique par l'enfouissement profond de toute perspective politique révolutionnaire : celle du socialisme.

Ainsi, au moment même où objectivement la crise manifeste l'urgence historique du socialisme, la perspective du socialisme est effacée de la conscience de l'immense majorité des prolétaires et jeunes.

Telle est la terrible contradiction de la période que nous vivons. Elle ne pourra être levée qu'à travers de gigantesques combats de classes où les masses, sous le fouet de la nécessité, seront amenées à secouer le joug des appareils contre-révolutionnaires, cherchant à travers mille difficultés, et probablement sans pouvoir éviter d'emprunter les impasses réactionnaires auxquelles le prolétariat a déjà dû faire face dans le passé, la voie politique de son émancipation.

Ce contexte politique ne nous permet pas d'avancer à grandes enjambées vers le dépassement de nos limites actuelles d'organisation. Il nous impose d'assumer notre tâche de défense des acquis politiques de la 1ère, de la IIe, de la IIIe , de la IVe internationales et du Comité en les vivifiant par la compréhension commune des nouveaux développements de la lutte des classes et l'intervention pratique dans cette lutte des classes, à notre échelle.

Une chose est certaine : de gigantesques combats de classe sont à l'ordre du jour. Ceux que le prolétariat et la jeunesse ont engagés dans de nombreux pays au cours des trois dernières années ne sont qu'un début. Les millions de travailleurs qui, en Égypte ou en Tunisie, ont afflué vers leurs organisations syndicales, les milliers de nouveaux militants qui cherchent dans ces pays à s'armer politiquement au sein d'organisations pseudo- « communistes » ou « révolutionnaires » – si pourries ces organisations soient-elles - les milliers d'étudiants qui, en Angleterre ou au Chili, ont fait de même au sein de leurs syndicats, constituent de ce point de vue le signe annonciateur de développements à venir.

C'est pourquoi le Groupe peut réaffirmer sans hésitation :

« Des regroupements se formeront, depuis l'intérieur des organisations déjà existantes, partis, ou syndicats, notamment. La tendance à la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe s'exprimera. Et c'est dans ce mouvement que se dégageront les matériaux humains et organisationnels pour la construction de nouveaux Partis ouvriers révolutionnaires et de leur internationale. Ces partis, dans des conditions nouvelles, seront confrontés néanmoins aux problèmes politiques de fond posés à leurs prédécesseurs, dont l'expérience politique est cristallisée dans les programmes des 3e (quatre premiers congrès) et 4e Internationale. Quand bien même le marxisme n'est pas une idéologie, ces regroupements parviendront-ils à s'émanciper de l'idéologie bourgeoise, à résister à la pression des appareils ? Rien n'est certain.

Ce qui est certain par contre, c'est que notre place est précisément dans ce mouvement, dans la perspective de la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe. Cela exige d'intervenir, de se renforcer, politiquement et donc organisationnellement, pour être en mesure de féconder ce mouvement avec nos acquis politiques. Ce sont ces acquis que nous avons à défendre bec et ongles car ils sont indispensables pour que l'humanité quitte le dernier stade de la préhistoire humaine qu'est le capitalisme et s'ouvre la voie vers son avenir : le socialisme. » (« *Un tournant dans la situation mondiale* », rapport adopté par la IIème conférence du Groupe)

Adopté par la IIIème conférence du Groupe pour la construction du POR et de l'IOR le 27 mai 2012

★

Les militants interviennent et informent C.P.S. :

Compte Rendu Front Unique - Commission Administrative du SNCS-FSU – 1er juin 2012 (Syndicat National des Chercheurs Scientifiques)

Cette CA était la première depuis les élections présidentielles dont le résultat a été très clair. Les travailleurs se sont saisis du vote Hollande pour **en finir avec la politique réactionnaire du gouvernement Sarkozy-Fillon,** pour exprimer leur aspiration à **dégager ses contre-réformes et à défendre leurs revendications.**

Le courant Front Unique était intervenu pour que le SNCS appelle à voter **pour battre Sarkozy**, donc pour le candidat présenté par le PS, François Hollande, **sans aucun soutien à son programme**. Mais la direction du syndicat en avait décidé autrement et a refusé d'appeler à battre Sarkozy. A la veille des élections législatives le même scénario se reproduit, pas question de prendre position. Pourtant la défaite infligée à Sarkozy peut être annulée si une majorité de députés PS, PC et PG n'est pas élue le 17 juin. Ce serait une revanche de l'UMP, le verrouillage des contre-réformes. Or, ce dont les travailleurs ont besoin, c'est d'une majorité dont ils pourraient exiger qu'elle liquide le bilan de Sarkozy. C'est pourquoi Front Unique a soumis une motion dans ce sens (voir 1ère motion).

La première rencontre SNCS –SNESUP avec la nouvelle ministre de la recherche G . Fioraso

Dans son rapport introductif, le secrétaire général du SNCS a fait le compte-rendu de la première rencontre entre le SNCS, reçu avec le SNESUP, et la nouvelle ministre de la recherche G. Fioraso, en présence de son directeur de cabinet, L. Collet, ex-président de l'université Lyon I et de la Conférence des Présidents d'Université en 2009 et applicateur zélé de la LRU, de la RCE (Responsabilité Compétence élargie) et défenseur du décret de modulation des services des enseignants-chercheurs de Pécresse !
Les revendications portées par le SNCS étaient celles de son communiqué du 31 mai : *« Reconstruire maintenant »* et que P. Montfort a résumé en ces termes *« on a besoin d'actes forts **sans qu'il n'y ait besoin d'un texte législatif** » !* (souligné par la rédaction)
Sur tous les sujets soulevés, la réponse de la ministre a été la même : **aucune décision ne sera prise avant la concertation des assises** de la recherche et de l'enseignement prévues pour novembre avec l'objectif de remplacer la loi LRU et le Pacte pour la recherche par une loi cadre qui sera soumise au parlement en janvier 2013. Avec un cabinet composé essentiellement de "pro-LRU" et d'applicateurs zélés de toute la politique de Sarkozy, le pire est à craindre.
Quant à la possibilité d'un collectif budgétaire voté en urgence, la ministre a surtout évoqué l'audit qui était en cours et qui révèlerait *« des inquiétudes sur l'état réel des comptes du CNRS »* avec des crédits engagés mais non budgétés par le gouvernement Sarkozy-Pécresse.

Malgré cela, avant tout débat, la direction du syndicat annonçait : *« la seule possibilité qu'on a c'est d'y participer* [aux Assises] *et de voir comment les préparer »,* ne posant aucun préalable, aucune condition !

Les débats de la CA

Deux questions ont focalisé la discussion de la CA :

- **Le « plan de titularisation » des précaires** : celui-ci passe nécessairement par **l'abrogation de la loi Sauvadet.** En effet, outre qu'elle instaure les CDI dans la Fonction publique, elle met de telles contraintes à la titularisation des CDD qu'il y en AUCUNE au CNRS et une quarantaine de CDD pourraient voir leur contrat transformé en CDI. Comme cette *CDIsation* doit se faire à budget constant, 80 postes ont préventivement été supprimés au concours ITA pour 2012 ! Rappelons que la direction du CNRS estime à 11000 ETP le nombre de CDD au CNRS.

  On voit donc ce que signifie rester dans le cadre légal défini par la loi Sauvadet : accepter la *CDIsation* au détriment des postes de titulaires. Le SNTRS-CGT le dit directement :*« Faire une application positive de la récente loi de résorption de la précarité avant de mettre en place ultérieurement un plan pluriannuel d'élimination de l'emploi précaire : Permettre la transformation des CDD en CDI des agents remplissant les conditions exigées par la loi du 12 mars 2012* [loi Sauvadet-NDLR]*»*. C'est dans la logique de la signature de la direction de la CGT (et celle de FO avec la CFDT) du protocole Tron qui a donné naissance à cette loi. Le SNCS, tout comme le SNESUP s'étaient prononcés contre et, après un dur combat contre la direction fédérale, la FSU n'avait pas signé ce protocole.

- **Les IDEX** : la discussion a été marquée par les intervenants d'Orsay et de Toulouse au cœur de deux des IDEX sélectionnés par le gouvernement Sarkozy. A Orsay, où la convention Etat-IDEX a été signée à la veille des élections présidentielles, tout continue comme avant. Un intervenant à la CA souligne la confusion générée par l'implication d'un membre du BN du SNCS dans la formation d'un *«bon»* IDEX pour *«réformer de l'intérieur ce qui ne l'est pas !»* et la difficulté de combattre l'IDEX dans un tel contexte.

  A Toulouse, la convention n'a pas été signée. L'intersyndicale s'est prononcée pour la dénonciation des signatures Etat-IDEX et pour la suppression de l'UNITI, l'IDEX de Toulouse. Cependant, Monthubert, membre éminent du PS et fraîchement élu président de l'université Paul Sabatier, et ses homologues des autres universités sont bien déterminés à faire aboutir leur projet d'UNITI et font pression pour que les représentants syndicaux, un à un, s'impliquent dans les groupes de travail visant à sa mise en place.

- A noter une grande absente des revendications du SNCS : l'exigence de la suppression du **plan de RGPP** des fonctions *support* adopté lui aussi dans la précipitation par un Conseil d'Administration extraordinaire du CNRS réuni à la veille des présidentielles. Ce plan vise, outre la réduction des effectifs, leur mutualisation inter-laboratoire, la mise en place de plates-formes de gestion communes avec les universités et/ou avec les autres organismes comme l'INSERM, la fusion de délégations …

Front Unique a déposé deux motions pour que le SNCS-FSU fasse de l'abrogation des contre-réformes de Sarkozy, un préalable à toute discussion avec le gouvernement Ayrault-Duflot-Pinel (2e et 3e motions). Le SNCS, dans ces dernières déclarations a demandé

l'abrogation de nombreuses contre-réformes (LRU, pacte pour la recherche, loi Sauvadet, les IDEX …), mais comment obtenir la satisfaction des revendications en engageant les discussions dans le cadre du maintien de ces contre-réformes ?

Alors que le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MESR) est composé de partisans de la LRU, une telle démarche reviendrait à signer un chèque en blanc à un gouvernement qui vient de nommer Gallois à la tête du Grand Emprunt avec pour mission de *« s'assurer que les engagements des lauréats déjà sélectionnés seraient tenus »* (*La Tribune* 5/06/2012). Or ce Grand Emprunt a été financé sur les marchés, au frais des travailleurs et par des coupes dans le budget du MESR, et ce pour y retourner pour l'essentiel puisqu'il est en grande partie distribué sous forme de dotation en capital placé auprès d'institutions financières. Son maintien illustre parfaitement ce que signifie l'engagement de Hollande de payer les milliards de la dette, rubis sur ongle. C'est faire payer la crise aux travailleurs et continuer à distribuer des largesses aux banksters. Et pour cela, son gouvernement ne se contentera pas de maintenir l'essentiel des contre-réformes Sarkozy-Fillon. La crise continue et s'amplifie, il devra porter le fer plus violemment encore dans les acquis du prolétariat.

La direction du SNCS a appelé à voter contre les motions FU : *« si on vote ces motions, on ne pourra rien faire, on ne pourra même pas aller aux assises »* ! Cette réponse n'est-elle pas l'aveu qu'elle ne croit pas un instant que le gouvernement satisfera nos revendications ? Dans ces conditions, accepter le dialogue n'est-ce pas accepter de discuter de réformer à la marge les contre-réformes de Sarkozy ? N'est-ce pas tout simplement abandonner les revendications des chercheurs et tourner le dos au vote qui s'est exprimé le 6 mai ?

Front Unique a aussi déposé une motion en **défense des étudiants du Québec** mobilisés depuis plusieurs mois et qui font face à l'adoption d'une loi dite « spéciale » du gouvernement Charest : la loi 78.

Cette loi impose aux directions syndicales d'organiser elles-mêmes la fin des grèves et la reprise des cours dans toutes les universités, elle interdit tout rassemblement de plus de dix personnes sur les campus et soumet toute manifestation à approbation de la police qui peut les interdire de facto.

Dans les faits, les manifestations deviennent impossibles, tout fait de casse expose les organisateurs à des poursuites et des amendes allant jusqu'à 125 000 $ canadiens peuvent leur être infligées.

Il faut ajouter que les syndicats ou associations étudiantes qui désobéiraient pourraient être littéralement chassés des universités, privés de locaux et de droit d'expression.

Tout cela, pour briser un mouvement de la jeunesse sans précédent et totalement légitime ! Au Québec, les frais d'inscription universitaires sont exorbitants, proches de 1700 euros par an en moyenne ; et Charest veut les augmenter de plus de 80% !

Depuis l'adoption de cette loi, plus de 2000 manifestants ont déjà été arrêtés. Ce que tente d'imposer le gouvernement Charest du Québec, c'est ce que Sarkozy annonçait vouloir imposer lors des élections, sur fond d'insultes contre les chômeurs et de menaces contre les syndicats nommés « corps intermédiaires ». C'est ce contre quoi les travailleurs et la jeunesse se sont dressés en France, d'abord le 1er mai, puis le 6 mai en votant massivement pour dégager Sarkozy.

La direction du SNCS a estimé qu'une telle motion était bienvenue. Cependant, elle n'était pas d'accord avec la conclusion qui appelle à une manifestation à l'ambassade du Canada et qu'il manquait une ligne pour dire que le SNCS soutenait la lutte des étudiants québécois! En clair, d'accord pour afficher un soutien de façade, mais pas pour une action pour le concrétiser !

Les motions Front Unique

Élections législatives : pour une majorité PS-PCF-PG à l'Assemblée Nationale

Le 6 mai, les travailleurs se sont mobilisés pour battre Sarkozy et rejeter sa politique de destruction des acquis ouvriers. Pour en finir avec cette politique et avec ceux qui l'ont portée, la CA du SNCS considère que la défense des travailleurs, des services publics, de l'enseignement public exige que la défaite imposée au représentant de la bourgeoisie soit concrétisée par l'élection d'une majorité de députés PS, PCF et PG à l'Assemblée nationale. De cette majorité, les travailleurs et la jeunesse pourront exiger la satisfaction des revendications.

Par conséquent, la CA du SNCS :

- appelle les travailleurs à voter pour les candidats des partis issus du mouvement ouvrier, particulièrement ceux du PS-PCF-PG au premier tour et au second tour, indépendamment de leur programme ;
- se prononce pour qu'il n'y ait aucune voix pour les candidats des partis bourgeois y compris sous prétexte de « front républicain » contre le Front National.

Pour : 2 *Contre : 14* *Abstention : 1* *NPPV : 0*

Les travailleurs et la jeunesse ont « dégagé » Sarkozy. Ses contre-réformes doivent également dégager !

Après la défaite infligée à Sarkozy aux élections présidentielles par les travailleurs et la jeunesse, la CA du SNCS-FSU déclare : Sarkozy a été chassé, ses contre-réformes : LRU, Pacte pour la recherche, AERES, ANR …, attaquant la recherche publique, les organismes de recherche et nos statuts doivent être dégagées,
en commençant par :

- la dénonciation immédiate des conventions Etat-IDEX signées et l'abandon définitif de la politique dite d' « Initiatives d'excellences » du Grand emprunt et de grands établissements[1];
- La suppression du plan de RGPP des fonctions dite *support* adopté en février par la CA du CNRS ;
- le rétablissement des budgets supprimés au budget 2012 pour payer le Grand Emprunt, et l'attribution d'un budget récurrent à hauteur des besoins et équitablement réparti ;
- La suppression de la prime dite d'excellence et la revalorisation des salaires par l'augmentation du point d'indice
- L'abrogation de la loi Sauvadet qui instaure les CDI dans la fonction publique et la création de postes statutaires en nombre suffisant pour résorber la précarité.

La CA fait de la satisfaction de ces revendications un préalable à toute discussion avec le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel.

Elle appelle la FSU à faire de même en mettant notamment comme préalable l'abrogation de la contre-réforme des retraites et de la TVA dite « sociale » contre la Sécurité Sociale.

Pour : 3 Contre : 11 Abstentions : 5 NPPV : 0

Abandon immédiat des IDEX !

La mise en place des IDEX signerait la liquidation de l'enseignement supérieur et des organismes de recherche publics et constituerait un pas décisif vers la liquidation du statut de la fonction publique des personnels.

En effet, ils sont basés sur la concurrence à tous les niveaux :

- la concurrence entre universités et la sélection d'un nombre très restreint de pôles dits « excellents », le reste, la majorité des universités et des unités de recherche, leurs personnels, les étudiants seront voués à l'abandon. C'est l'instauration d'une université à plusieurs vitesses ;
- concurrence dans les IDEX avec la définition d'un périmètre restreint dit « d'excellence » de filières sélectives (incluant par exemple seulement ¼ des étudiants et moins de 1/3 des chercheurs et enseignant-chercheurs pour l'UNITI, l'IDEX toulousain),
- la concurrence entre les personnels et l'amplification de la précarité : chaires d'excellence, « *tenure track* », primes d'excellence ;

avec :

- un (sous)financement par les intérêts sur une dotation en capital placée dans un établissement financier et au détriment des filières dites « non excellentes », des organismes de recherche avec notamment la disparition de tout financement récurrent (« *les perdants payeront pour les gagnants* ») ;
- la « mutualisation » avec les organismes publics qui seront progressivement vidés de leur contenu (politique scientifique, financière, de recrutement, affectation des personnels notamment via le plan de RGPP et ses plat-formes de service …) au profit des IDEX ;
- la soumission au diktat de l'ANR et des appels à projet où dominent les critères de compétitivité et de partenariat public-privé. C'est la remise en cause de toute liberté de recherche et la mort programmée de pans entiers de la recherche fondamentale.

Destinés à être dirigés par des fondations de droits privés où les patrons pourront imposer leur loi, les IDEX devront fonctionner comme des entreprises privées, sous la direction d'un président ayant tous les pouvoirs.

C'est pourquoi la CA du SNCS se prononce contre les IDEX et met comme préalable à toute discussion avec le gouvernement la dénonciation des conventions Etat-IDEX signées et l'abandon définitif de la politique dite d'« Initiatives d'excellences » du Grand emprunt et de Grands Etablissements.

Elle décide que le SNCS participera à aucune concertation à ce sujet, elle appelle à participer à aucune des comités de pilotage et groupe de travail visant à leur mise en place, dans les universités et dans les organismes de recherche.

Elle mandate le Bureau National pour contacter les directions des autres syndicats de la recherche publique et de l'enseignement supérieur et des étudiants pour organiser le combat dans l'unité sur cet axe.

Pour : 4 Contre : 10 Abstentions : 5 NPPV : 0

---

[1]*Contrairement aux universités, le statut de « Grand Etablissement » permet de sélectionner les étudiants à l'entrée et de fixer librement le montant des droits d'inscription qui, comme à l'université Dauphine, atteignent 4000€/an pour certaines de ses filières.*

Soutien aux étudiants québécois

La CA du SNCS considère que :

- La loi « spéciale » n°78 votée par le gouvernement Charest constitue une attaque en règle contre les libertés démocratiques élémentaires : droit de manifestation, droit de réunion, liberté d'expression et droits syndicaux ;
- que c'est le droit le plus élémentaire des étudiants québécois que de faire grève, manifester et s'organiser, dans leurs assemblées générales et dans leurs syndicats, contre la hausse exorbitante des frais d'inscription universitaires programmée par le gouvernement Charest et pour le droit aux études ;
- que la mise en œuvre de la loi 78 s'accompagne d'un déchaînement de violences policières et d'arrestations par milliers ;

C'est pourquoi elle se prononce :

- A bas la loi 78 !
- Libération de tous les manifestants arrêtés
- Pour le droit de manifestation, de réunion, de grève et d'organisation pour les étudiants québécois

La CA du SNCS se prononce pour une manifestation massive devant l'ambassade du Canada sur ces mots d'ordre. Elle mandate le BN du SNCS pour qu'elle contacte les autres syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche publique pour y appeler ensemble et pour qu'elle invite ceux de la CGT, de FO à se joindre à cette initiative.

Motion complète : Pour : 6 Contre : 9 Abstention : 1 NPPV : 2

Suppression du dernier paragraphe (demandée par le BN) : Pour : 13 Contre : 4 Abstentions : 2 NPPV : 0

Intervention au Congrès départemental du SNUipp 92 – 12 et 13 juin 2012

Les 12 et 13 juin avait lieu le congrès du SNUipp-FSU 92.

Le représentant du courant que nous animons dans la FSU, Front Unique, y est intervenu pour porter l'exigence d'abrogation de toutes les contre-réformes du gouvernement précédent, s'appuyant sur le vote de millions de travailleurs pour éjecter Sarkozy, le 6 mai, et avec lui sa politique. Pour cela, notre camarade a rappelé la responsabilité des directions des syndicats, au premier rang celles du SNuipp et de la FSU, d'appeler clairement à voter pour les candidats des partis issus du mouvement ouvrier, PS-PCF-FG, pour infliger une nouvelle défaite à la bourgeoisie française ; une exigence que les directions syndicales refusent de porter, au nom de l'indépendance syndicat-parti politique, au mépris de l'histoire du mouvement ouvrier (légitimant ainsi le discours de Sarkozy et de l'UMP sur ce terrain et les attaques anti-syndicales), au mépris du vote des travailleurs…

Un fait majeur s'est exprimé dans ce congrès : dans la continuité du refus d'organiser les travailleurs classe contre classe, en combattant pour une assemblée PS-PC-FG dont on pourrait exiger la satisfaction des revendications, la direction du SNUipp 92 a repris l'orientation de la direction nationale de ne pas combattre pour l'annulation du décret Chatel imposant aux stagiaires ayant obtenu le concours un service complet devant les élèves. C'est ce décret qui justifiait la liquidation de la formation des enseignants et les suppressions massives de postes.

Or, une décision du Conseil d'Etat d'annuler les dispositions de ce décret scélérat offrait une opportunité extraordinaire de rétablir la situation antérieure et de revenir sur l'ensemble des suppressions de postes.

En réclamant l'annulation effective de ce décret, le rétablissement des conditions de stage antérieures à la contre-réforme Sarkozy-Fillon de la formation des maîtres et le rétablissement des postes nécessaires à ces conditions de stage, le représentant Front Unique ne faisait qu'exprimer la volonté des enseignants de liquider ce contre quoi ils s'étaient farouchement battus.

Ainsi, rien ne pouvait justifier que la direction du SNUipp92 ne reprenne pas cette exigence. Et pourtant ! La direction départementale a pesé de tout son poids pour que cette volonté ne puisse s'exprimer et être reprise par les congressistes. Elle a été aidée en cela par la tendance École Émancipée, dirigée par le NPA et co-dirigeante de la FSU au niveau national ; les premiers martelant qu'il est impossible de rétablir les stages et les postes, les seconds cherchant à détourner les enseignants d'un combat collectif contre les contre-réformes passées et à venir, au nom des luttes locales, école par école, pour réclamer des ouvertures de classes partout où c'est possible et refuser toute fermeture. C'est une orientation de dislocation qui éjecte l'exigence première d'annulation effective du décret Chatel qui permettrait d'un coup et d'un seul le rétablissement des postes supprimés.

Les enseignants savent que les conditions de rentrée vont encore être aggravées par les 14 000 suppressions de postes (6000 dans le primaire). La direction du SNUipp leur répond : il faudra se satisfaire des 1000 postes que veut réintroduire le gouvernement Ayrault, non sans redéploiements !

Contre cette orientation de soutien au gouvernement, notre camarade a déposé la motion suivante :

Le congrès départemental du SNUipp 92, réuni les 12 et 13 juin 2012 se prononce :

- **Pour l'abrogation effective du décret Chatel**
- **Pour le rétablissement intégral des conditions de stage antérieures à la contre réforme**
- **Pour le rétablissement immédiat des postes nécessaires à cette fin.**

Il s'adresse à la direction nationale du SNUipp pour qu'elle reprenne cette exigence.

4 pour, 9 contre, 10 abstentions

Intervention au BDFN de la FSU du 14 mai 2012

Le 6 mai, les travailleurs et la jeunesse ont infligé une défaite électorale à Sarkozy, et à travers lui à l'UMP, aux autres partis bourgeois et à leur politique.

Par leur vote massif en faveur du candidat du Parti Socialiste, les jeunes ont posé avant tout la question de leur avenir. Confrontée à la crise du capitalisme qui connaît un nouveau développement en ce moment même, la jeunesse s'est mobilisée pour chasser Sarkozy et son gouvernement parce qu'il représentait le candidat qui menaçait le plus directement le droit aux études, aux qualifications, au travail et à des conditions de vie dignes.

Mais au-delà, il s'est agi d'un vote de classe, et les travailleurs se sont servis du vote PS pour exprimer leurs aspirations de façon déformée. Ce matin, c'est en lien direct et explicite avec les résultats des élections que des ouvriers en lutte contre leur licenciement ont commencé à occuper leur usine. Dans les professions syndiquées par la FSU, cette mobilisation électorale a été particulièrement significative.

Le courant Front Unique est intervenu pour que la FSU appelle à voter pour battre Sarkozy, sans aucun soutien au programme de Hollande. Force est de constater que la direction fédérale fait exactement l'inverse : elle s'est opposée à tout appel à voter, mais elle préparait déjà, 24 heures avant les résultats, un communiqué adressé au vainqueur pour lui proposer de reprendre le « dialogue social », véritable chèque en blanc adressé à Hollande. Or, précisément, ce dont il s'agit aujourd'hui, c'est d'œuvrer à faire déboucher la défaite infligée aux partis bourgeois sur des victoires pour les travailleurs.

Et pour cela, un mot d'ordre s'impose pour exprimer les aspirations des collègues : Sarkozy a été dégagé, ses contre-réformes doivent le suivre !

Dans l'immédiat, et dans les champs d'intervention de la FSU, cela signifie notamment de se prononcer :

- abrogation **effective** et sans préalable du décret réformant l'évaluation des enseignants
- abrogation de tous les textes instituant la contre-réforme de la formation des enseignants
- rétablissement des stages et de la formation sous leur forme antérieure
- arrêt des suppressions de postes dans toute la Fonction Publique et rétablissement des postes supprimés

Mais les résultats des élections en Grèce et en Allemagne montrent également que le résultat du 6 mai s'inscrit dans une situation internationale : les travailleurs et la jeunesse, en Europe, aspirent massivement à en finir avec le cycle infernal des « plans d'austérité » qui les font payer pour la crise des capitalistes. De ce point de vue, la FSU devrait également prendre position clairement pour le **non-paiement de la « dette » des capitalistes** – dont les 600 milliards déversés par Sarkozy dans les caisses des banquiers et du patronat.

Hollande propose par ailleurs de conditionner les augmentations de salaires à la « croissance ». C'est une promesse qui ne coûte pas cher : le FMI lui-même n'exclut pas une récession mondiale pour 2012. La revendication historique des travailleurs en Europe, c'est précisément de se protéger de l'exploitation en exigeant l'indexation des salaires sur l'inflation, un acquis dont les travailleurs belges disposent encore. Il ne doit donc y avoir aucun préalable à ce que la FSU se prononce dans l'immédiat pour **l'augmentation générale des salaires**.

Enfin, pour tout cela, il faut une majorité dont les travailleurs puissent exiger qu'elle satisfasse leurs revendications. De ce point de vue, l'issue des élections législatives n'est pas plus indifférente pour les travailleurs que ne l'était l'issue des présidentielles.

La responsabilité de la FSU est d'appeler à voter pour élire une majorité des partis du mouvement ouvrier : PS, PCF, Parti de Gauche. Il faut également être très clair sur l'hypothèse de prétendus « fronts républicains » qui opposeraient des candidats de l'UMP à des candidats du FN : en aucun cas, après une campagne marquée par la surenchère haineuse contre les immigrés et contre les syndicats, il ne saurait être question d'appeler à voter pour des candidats de l'UMP. Et Sarkozy n'a pas été chassé par la gauche pour que la bourgeoisie revienne à l'Assemblée par le « centre » : aucun soutien, non plus, aux candidats liés aux MODEM.

Il reviendra au Conseil National du 30 mai de se prononcer sur toutes ces questions.

Supplément Finances à « Combattre pour le socialisme » (24 mai 2012) :

COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

«On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme « (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et de l'Internationale ouvriers révolutionnaires

Supplément finances à CPS n°46 – 24 mai 2012

Le 6 mai, les travailleurs ont dégagé Sarkozy, ses contre-réformes doivent le suivre !

Le 06 mai, il s'est agi d'un vote de classe, les travailleurs se sont fortement mobilisés, ils se sont servi du vote pour le candidat présenté par le PS pour chasser Sarkozy et son gouvernement, contre leurs contre réformes, contre la poursuite de leur politique de démantèlement systématique des acquis qui restent aux travailleurs. Dans la fonction publique, de façon immédiate c'est contre la poursuite de la politique massive de suppressions de postes, contre la loi mobilité, contre la mise en place de la PFR, contre le blocage des traitements que les fonctionnaires ont voté pour chasser Sarkozy.

A la DGFIP, la question de la rupture avec la politique de Sarkozy et son gouvernement se pose concrètement :

Parini avait annoncé le 02 février la volonté du gouvernement de continuer à supprimer massivement des postes par de nouvelles restructurations. Il en avait fait le chantier du gouvernement à la DGFIP pour 2012. Il avait immédiatement fait suivre cette annonce de la proposition aux directions syndicales nationales d'ouvrir un nouveau cycle de concertation, en particulier sur la reprise de la contre réforme SIP-CDIF, dès le début du mois de mars.

Tout le monde est à même de mesurer qu'une nouvelle vague de restructurations ayant pour objet de créer de nouveaux pôles départementaux ouvre sur la mobilité, sur l'application de la loi mobilité dans notre administration, que dans une administration de plus en plus sinistrée où tous les services sont au bord de la rupture, la poursuite des suppressions de postes ne peut qu'aller de pair avec la mise en place de la PFR, avec l'individualisation des rémunérations. Une fois la fusion réalisée, il s'agissait pour le gouvernement et la DGFIP d'en passer à un stade supérieur où ce sont directement les garanties statutaires qui sont dans la ligne de mire.

Aujourd'hui que Sarkozy a été battu, le retrait des projets Parini de restructuration est une pierre de touche, c'est ce qui distingue dans notre administration la rupture avec cette politique de sa poursuite. C'est pourquoi l'exigence du retrait des projets Parini de restructuration est la première exigence que les directions syndicales doivent présenter, ce qui implique évidemment la rupture de la concertation nationale Parini engagée avec la DGFIP depuis le mois de mars dans le cadre des restructurations. C'est d'ailleurs ce qui a été adopté par le congrès de la CGT Finances Publiques lors de son congrès de Guidel en avril qui déclare : "*la CGT Finances Publiques demande l'arrêt des suppressions d'emplois en préalable à toute concertation sur l'organisation des missions cadastrales. En particulier, la CGT Finances Publiques se prononce pour la rupture immédiate des discussions sur la reprise de la contre-réforme SIP-CDIF à laquelle elle est totalement opposée*".

Or, ce n'est pas dans cette voie que se sont engagées les directions syndicales puisqu'elles se sont toutes, y compris la direction de la CGT qui a foulé aux pieds la décision de son congrès, rendues au groupe de travail sur la poursuite de la contre réforme SIP-CDIF le 14 mai pour s'y entendre confirmer par la DGFIP la création de structures départementales pour démanteler les services du cadastre et transférer une grande partie de l'accueil Cadastre sur les SIP.

Dirigeants syndicaux de la CGT Finances Publiques, de l'Union SNUI-Sud Trésor, de FO Finances Publiques, la volonté des agents, ce n'est pas la poursuite de la politique de Sarkozy ! Il y a un préalable à la discussion, c'est l'arrêt des suppressions de postes ! Prononcez vous clairement pour le retrait du projet de restructuration appelé SIP-CDIF, rompez immédiatement la concertation avec la DG et organisez la mobilisation !

Mais derrière la question immédiate des suppressions de postes et des restructurations, c'est toute la politique de Sarkozy qui doit être balayée :

dirigeants syndicaux exigez l'abrogation de la loi mobilité, aucune application de la PFR à notre ministère, non à l'individualisation des rémunérations, abrogation de la PFR ! Exigez qu'il soit mis fin au blocage des traitements, prononcez vous pour le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat. Abrogation de la loi créant la TVA dite sociale contre la sécurité sociale !

Les résultats des élections en Grèce et en Allemagne montrent que les résultats du 06 mai s'inscrivent dans une situation internationale qui voit les travailleurs en Europe aspirer massivement à en finir avec le cycle infernal des plans d'austérité qui

les font payer pour la crise des capitalistes. Or, aucune des revendications des travailleurs ne peut être satisfaite si on déclare vouloir payer la dette, si on se soumet aux exigences de la « réduction des déficits » comme l'a annoncé Hollande. Cette dette n'est pas celle des travailleurs, elle résulte intégralement d'une politique qui a consisté à créer une gigantesque sphère financière au profit du capital financier, sur le dos des finances publiques. C'est pourquoi, les dirigeants syndicaux doivent se prononcer pour la dénonciation de cette dette, pour qu'elle soit annulée. C'est dans ce sens que s'est prononcé le congrès de la CGT Finances Publiques en déclarant : *"la CGT Finances publiques rejette toute politique d'austérité visant à faire payer par les salariés et fonctionnaires l'addition de la dette. Elle dénonce cette dette que l'on nous oppose pour sabrer nos traitements et tous les acquis, pour laminer les services publics. Elle se prononce pour l'annulation de la dette qui constitue aujourd'hui le premier obstacle à la mise en oeuvre d'une politique visant à satisfaire les besoins sociaux*". Cette position doit être reprise par toutes les organisations syndicales.

Une échéance immédiate est devant nous : les élections législatives.

L'issue de ces élections n'est pas plus indifférente pour les travailleurs que ne l'était l'issue des présidentielles : Il faut assurer une deuxième défaite de l'UMP, pas une voix pour les partis bourgeois MODEM et autres, aucun appel à voter pour des candidats UMP fusse sous le prétexte de barrer la route au Front National, surtout dans une situation où l'UMP a rivalisé avec le FN sur le terrain de la haine des chômeurs et des immigrés.

Il faut une majorité dont les travailleurs puissent exiger qu'elle satisfasse leurs revendications.

C'est pourquoi la responsabilité des dirigeants syndicaux est d'appeler à voter pour élire une majorité des partis issus du mouvement ouvrier. Les dirigeants syndicaux doivent explicitement à voter exclusivement pour les candidats des partis issus du mouvement ouvrier (PS, PCF, PG etc...) sans prendre en charge un seul instant leur programme (non à la fusion IR-CSG ! Contre toute augmentation de la CSG !).

La crise du capitalisme ouverte en 2008 plonge chaque jour un peu plus la jeunesse et les travailleurs dans une situation plus sombre où la jeunesse voit son taux de chômage atteindre jusqu'à 50% dans certains pays, son droit aux études brutalement remis en cause alors que les travailleurs son confrontés à un démantèlement systématique de tous leurs acquis sur l'autel de la crise du capitalisme. La solution pour les travailleurs et la jeunesse ne consiste pas aujourd'hui à accompagner le paiement du fardeau de la dette d'un zeste de croissance car cela signifie qu'il faudrait alors continuer à tailler toujours plus profondément dans les acquis pour payer la dette et la crise du capitalisme. N'est-ce pas au nom du règlement des déficits publics que des mesures telles que l'augmentation de la CSG sont envisagées? Non, pour sauvegarder les intérêts de la population laborieuse il faut au contraire commencer par annihiler le pouvoir de nuisance du capital financier en dénonçant intégralement la dette publique et en expropriant les BNP-Paribas, société générale, Axa et autres crédits agricole. Pas un centime d'indemnisation pour ceux qui se sont enrichis sur le dos des finances publiques !

Mais la multiplication des plans sociaux aujourd'hui montre qu'il faut aller au delà. Le degré de pourrissement du système capitaliste est tel que pour permettre que s'exercent effectivement le droit au travail, le droit à la santé, à la sécurité sociale, le droit au logement il faut instaurer la fin des exonérations de charges sociales, en exiger le remboursement, partager le travail entre toutes les mains disponibles sans diminution des salaires. Imposer de telles mesures est impossible sans s'engager dans la voie de l'expropriation des grands groupes capitalistes, dans la voie de l'établissement de la propriété collective des moyens de production sur la base de laquelle les travailleurs pourront décider des besoins sociaux à satisfaire. Cela nécessite la formation d'un véritable gouvernement ouvrier. Mais renverser le capitalisme est un objectif qui ne saurait être atteint à une échelle nationale. C'est pourquoi, il faut opposer à l'Euro et à l'Union Européenne des représentants de Goldman-Sachs, des capitalistes, la perspective des Etats Unis socialistes d'Europe. C'est l'orientation sur laquelle militent les militants regroupés autour du bulletin "combattre pour le socialisme".

Le 24 mai 2012.

Prenez contact : AEPS – 1 bis, Rue GUTENBERG - 93100 MONTREUIL

Site web : **http://socialisme.free.fr** _ e_mail : **socialisme@free.fr**

DÉCLARATION DU GROUPE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE, DE L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE RÉVOLUTIONNAIRE

Sarkozy battu ; Hollande, candidat présenté par le PS, élu, il faut combattre :

- **Pour une majorité de députés PS-PCF-PG à l'Assemblée Nationale**
- **Pour un gouvernement du PS et du PCF sans représentants des partis bourgeois**
- **Pour que les dirigeants syndicaux rompent le « dialogue social » avec le MEDEF ! Aucun licenciement ! Aucune discussion sur les plans de licenciements ! À bas les accords compétitivité-emploi !**
- **Pour l'abrogation de toutes les contre-réformes du gouvernement Sarkozy-Fillon**
- **Pour un gouvernement qui satisfasse les revendications et pour cela s'engage sur la voie de la rupture avec le capital, en commençant par refuser de payer la dette et par exproprier les grandes banques**

Défaite de Sarkozy, défaite de la bourgeoisie

Le résultat est net : Sarkozy, en perdant plus de 2 millions de voix par rapport au second tour de 2007 alors que Hollande en obtenait 1,2 million de plus que n'en avait obtenu Royal, a été défait. Il était le candidat du capital financier et du MEDEF, le candidat de la réaction en France et en Europe. Sa défaite est donc une défaite de la bourgeoisie française.

D'autant que l'opposition du vote Sarkozy et du vote Hollande est clairement une opposition de classe. Dans les quartiers ouvriers et populaires, le vote Hollande frôle ou dépasse les 70% des votants, dépasse les 50% des inscrits. A l'opposé, le vote Sarkozy c'est le vote des beaux quartiers, celui des nantis et des rentiers.

Mais la bourgeoisie ne va pas renoncer. Elle a su dans le passé, en 1981, en 1988, surmonter sans dommage pour ses propres intérêts ses défaites électorales. Pour ce faire, elle entend prendre appui sur le fait que le programme de Hollande est un programme qui lui donne toute garantie, et ce en opposition totale avec les aspirations qu'ont cherchées à exprimer les travailleurs et la jeunesse à travers leur vote pour le candidat du PS.

Parisot, présidente du MEDEF, fixe le cap

Tel est le sens des déclarations de Parisot. Elle qui jugeait avant les élections *« extraordinaire »* le bilan de Sarkozy déclare : *« …l'approche de François Hollande sur le dialogue social correspond très largement à nos vues ».* Et elle précise les objectifs d'un tel dialogue : *« alléger les charges sociales qui pèsent sur les entreprises, travailler à des transferts sur la CSG et la fiscalité écologique… une large réforme des retraites en 2013. » « Nous devons maintenant progresser dans le respect de nos calendriers tout en passant à un rythme plus soutenu ».*

Qu'y a-t-il dans le calendrier de Parisot ? Il faut liquider les cotisations sociales, qui constituent un salaire différé. Il faut liquider tout droit collectif à la retraite par une réforme « systémique » (défendue par Chérèque) qui fait dépendre le montant de la retraite de « points » accumulés par le travailleur. La valeur du point dépendra de la « croissance », c'est-à-dire de l'état de l'économie capitaliste. Voilà ce que Parisot invite gouvernement et directions syndicales à adopter de manière accélérée au nom de la « compétitivité » des entreprises.

Des plans de licenciements en rafale négociés avec les directions syndicales

Les travailleurs savent ce que cela veut dire : c'est au nom de la « compétitivité » d'Air France que la direction de celle-ci prévoit un plan de 2500 à 5000 suppressions de postes qu'elle négocie *« jour et nuit »* (*Le Monde* du 10 mai) avec les dirigeants syndicaux. C'est au nom de la même « compétitivité » que doit fermer *General Motors* à Strasbourg (cette entreprise va par ailleurs implanter une usine en Grande-Bretagne où les salaires sont plus misérables encore et les cadeaux gouvernementaux plus royaux), qu'est menacé de fermeture PSA Aulnay, que pèse sur les employés de Carrefour la menace d'un plan de milliers de licenciements, etc.

Ce sont ces plans qui doivent être mis en place à un *« rythme plus soutenu »,* en même temps que ce qui reste du code du travail doit être mis en pièces via les accords « compétitivité-emploi ».

La première responsabilité des directions syndicales est de se prononcer pour : aucun licenciement ! et donc de refuser toute négociation sur les « plans sociaux » qui visent à les mettre en œuvre.

L'approfondissement de la crise du capitalisme exige l'accélération des attaques anti-ouvrières

Faire porter tout le poids de la faillite du système capitaliste – auquel il faut rajouter le poids de la faiblesse propre du capitalisme français – sur le dos du prolétariat : tel est le but de Parisot, qu'elle entend faire partager au gouvernement et aux directions syndicales puisque, selon elle, *« nous sommes tous dans le même bateau ».*

Or la crise est en train de franchir un nouveau palier. La récession est quasi générale en Europe. La zone euro est au bord de l'explosion. La sortie de la Grèce est à l'ordre du jour. L'Espagne ne va pas mieux. Les banques y ont près de 200 milliards d'« actifs pourris » : résultats des prêts de gangsters consentis à des promoteurs immobiliers, qui ne l'étaient pas moins, désormais insolvables. La nationalisation de Bankia (pour la sauver de la faillite) coûtera immédiatement au prolétariat d'Espagne 23 milliards, soit plus du double du montant des restrictions budgétaires barbares sur la santé et l'éducation décidées par le gouvernement Rajoy. En conséquence, le capital financier exige de nouvelles coupes budgétaires, plus violentes encore que celles contenues dans le sinistre « mémorandum » grec.

Un écran de fumée est dressé devant les yeux du prolétariat : il y aurait les partisans de la « rigueur » opposés à ceux de la « croissance ». Mais la « croissance » doit être retrouvée par davantage de « compétitivité », dit Draghi, président de la BCE. Donc « croissance » et « rigueur » sont les deux faces de la même médaille. Dans tous les cas, il s'agit de baisser le « coût du travail », donc de baisser les salaires, de mettre en œuvre les plans de licenciements, de porter les plus violentes attaques à la santé publique, aux retraites, à l'Ecole, etc.

Le prolétariat et la jeunesse tentent de se dresser contre l'avenir de déchéance que leur promet le capitalisme

Les travailleurs et la jeunesse manifestent clairement leur volonté de combattre contre la misère et la précarité qui est le seul avenir que leur offre le capitalisme en putréfaction.

C'est le sens du vote massif des travailleurs et jeunes pour Hollande en France. C'est le sens du vote des travailleurs de Rhénanie du Nord – Westphalie (un quart de la population allemande) –, en Allemagne, infligeant une retentissante défaite à Merkel et à son CDU en assurant une progression au Parti social-démocrate.

C'est aussi le sens du vote des travailleurs grecs. Le parti bourgeois grec (Nouvelle démocratie) a subi une défaite. Dans le même temps, une partie des voix des travailleurs grecs s'est déplacée du PASOK (parti socialiste grec, qui a perdu 72,5% de ses électeurs pour avoir mis en œuvre au gouvernement les plus violentes attaques anti-ouvrières) sur SYRIZA, qui s'était prononcé contre le « mémorandum ». Ce mémorandum, dicté par l'UE et le FMI, accable et affame la population laborieuse du pays. Cependant, il faut dire que SYRIZA ne se prononce ni pour rompre avec l'Union européenne ni pour le non-paiement de la dette, ni plus généralement pour un programme qui s'engage sur la voie de l'expropriation du capital.

Le refus de l'avenir de déchéance promis par le système capitaliste, c'est aussi le sens de la grève et des manifestations depuis des mois des étudiants du Québec confrontés à une brutale remise en cause du droit aux études avec l'augmentation de plus de 80 % des frais de scolarité. Les étudiants québécois ont rejeté dans les Assemblées générales l'« accord » avec le gouvernement que leur proposaient les directions syndicales. Ils se dressent aujourd'hui, avec le soutien de toute la population laborieuse contre la tentative du gouvernement du Québec d'écraser leur mouvement par une loi scélérate (loi 78) liquidant de fait le droit de grève et de manifestation. Ainsi se trouve posée la question de l'appel à la grève générale au Québec pour le retrait de cette loi comme de l'augmentation des droits d'inscription : c'est là la responsabilité des directions syndicales.

Pour une majorité PS-PCF-PG à l'Assemblée Nationale

En France, pour confirmer la défaite subie par la bourgeoisie aux présidentielles, il est nécessaire de défaire l'UMP et le Nouveau Centre, majoritaires en sièges dans l'Assemblée sortante. Mais pour la remplacer par quoi ? A la direction du PS, Peillon plaide pour une majorité élargie au MODEM, pour laquelle plaide aussi le banquier Peyrevelade, supporter de Bayrou. Or le MODEM, parti bourgeois, se prononce ouvertement pour plus de suppressions de postes dans la Fonction publique, plus de mesures anti-ouvrières. Moscovici, au nom de Hollande, s'était même prononcé pour le soutien à Bayrou dès le premier tour dans la circonscription de ce dernier, la direction du PS annonçant, elle, d'ores et déjà, son soutien éventuel au second tour. Cette même direction a décidé de laisser la place à Europe Ecologie les Verts (EELV) dans 63 circonscriptions, le Front de Gauche faisant de même dans au moins 5 circonscriptions. Quant à EELV, dont la candidate a subi une véritable raclée aux présidentielles, c'est un regroupement politique petit-bourgeois profondément étranger à l'histoire du mouvement ouvrier, parfaitement réactionnaire.

Ajoutons à cela que Hollande comme les dirigeants du PS et du PCF se sont prononcés pour la constitution d'un « front républicain » en cas de deuxième tour entre l'UMP (ou le Nouveau Centre, ou le MODEM) et le FN. Cela revient à appeler à voter pour ceux que le prolétariat a chassés aux présidentielles et dont on se souvient qu'ils rivalisaient, via Sarkozy, avec le FN dans la haine de l'immigré, du chômeur, du fonctionnaire, des syndicats.

C'est donc contre la volonté de Hollande, de la direction du PS et du PCF qu'il faut combattre pour une majorité de députés PS-PCF-PG, pour le vote pour ces seuls partis (et éventuellement au premier tour pour les candidats NPA, LO). Car de cette majorité, les travailleurs pourraient exiger la satisfaction des revendications. Ils pourraient exiger d'elle qu'elle se déclare souveraine et constitue un gouvernement de ces seuls partis, à l'exclusion de tout représentant des partis bourgeois, à l'inverse du gouvernement Ayrault-Duflot (EELV)-Pinel (Radicaux de « gauche »).

Pour l'abrogation des contre-réformes Sarkozy-Fillon et des réformes anti-ouvrières antérieures

Mais sans même attendre les législatives, c'est immédiatement qu'il faut exiger l'abrogation des contre-réformes et mesures Sarkozy-Fillon, abrogation qui est au cœur du vote populaire pour le candidat du PS Hollande :

- Abrogation des contre-réformes des retraites, et immédiatement de celle de 2010, et des régimes spéciaux de 2007
- Rétablissement des postes supprimés dans la Fonction publique, et immédiatement des 30000 postes du budget 2012
- Abrogation de la TVA sociale et rétablissement des cotisations patronales. Aucune augmentation de la CSG
- Abrogation de la loi mobilité dans la Fonction publique, de la loi Sauvadet y introduisant le recrutement sous contrats de droit privé sous forme de CDI
- Abrogation de la loi HPST contre l'Hôpital Public
- Abrogation de toutes les contre-réformes de l'Enseignement et de la recherche publics de la maternelle à l'université
- Abrogation de tout l'arsenal des contre-réformes de la justice, de la législation anti-immigrés, arrêt des expulsions d'immigrés, régularisation de tous les sans-papiers
- Abrogation de toute la législation contre le code du travail, et à ce titre de loi dite sur la « représentativité » syndicale
- Retrait immédiat des troupes d'Afghanistan et du continent africain ! Hors des DOM TOM les forces de répression de l'Etat français !

Le « dialogue social », la « conférence sociale » de juillet sont convoqués dans le cadre du maintien de l'essentiel des contre-réformes Sarkozy avec l'objectif immédiat de nouvelles attaques contre les droits et garanties arrachés par le prolétariat. Il faut combattre pour que les dirigeants de la CGT, de FO, de la FSU refusent d'y participer

L'abrogation de ces contre-réformes et mesures, c'est ce que devraient exiger les directions syndicales. Or, non seulement elles ne le font pas, mais elles s'engagent dès maintenant dans le « dialogue social » avec le MEDEF et le gouvernement dans le cadre du maintien de ces contre-réformes et de leur aménagement.

C'est le cas de la concertation ouverte pour l'élaboration du décret retraite. Ce décret n'entend nullement abroger la « réforme » de 2010, rétablir le droit pour tous à la retraite à 60 ans. Il entend – et pour l'essentiel aux frais des travailleurs dont les cotisations seront augmentées – instaurer pour un nombre très limité de travailleurs (environ 100 000) la possibilité de partir à 60 ans s'ils ont commencé à travailler à 18 ans. Par avance, dirigeants CGT, FSU, FO (pour ces derniers, on voit ce que valait leur prétendue position pour le retrait de la réforme de 2010 – eux qui avalisent aujourd'hui une telle « négociation ») renoncent officiellement à tout combat pour la retraite à 60 ans pour tous, a fortiori à tout combat pour la retraite à taux plein avec 37 annuités et demie de cotisations.

Idem pour la concertation du gouvernement avec les fédérations de fonctionnaires, après que la ministre Lebranchu a annoncé le gel du point d'indice dans la Fonction publique.

Il n'en va pas autrement de la concertation ouverte cet été dans l'enseignement pour l'élaboration d'une « loi de programmation ». 13 000 des 14 000 suppressions de postes sont maintenues à la rentrée 2012. A l'exception du décret portant sur l'évaluation des enseignants, toutes les contre-réformes Sarkozy-Fillon-Chatel sont à ces étapes maintenues. Pire encore, la concertation s'ouvre sur le projet de « réforme des rythmes scolaires » qui annonce l'alourdissement de la charge de travail des enseignants par la diminution des congés, l'annualisation de leurs services.

La « conférence sociale » de juillet est convoquée sur les objectifs qu'a définis Parisot. Il faut accorder une place particulière au projet de Hollande d'instaurer un « SMIC indexé sur la croissance » au moment où justement on annonce pour la France… une croissance zéro ! Mais au-delà même de ce chiffre, accepter de discuter de l'indexation des salaires sur la croissance, c'est attacher le salaire au char de l'économie capitaliste, c'est renoncer par avance à tout combat pour les salaires, leur indexation sur les prix (l'échelle mobile des salaires), leur augmentation générale pour rattraper le pouvoir d'achat perdu depuis des années et des années.

La vérité, c'est que, pour mettre en œuvre une politique directement contraire au vote de classe du 6 mai, Hollande, le gouvernement Ayrault-Duflot-Pinel doivent plus que jamais s'appuyer sur la coopération des directions syndicales jusqu'à faire de ceux-ci des « colégislateurs » dans le cadre de la *« constitutionnalisation du dialogue social »* que veut instaurer Hollande. C'est là un projet corporatiste, visant à l'intégration des organisations syndicales transformées en rouages de l'appareil d'Etat.

En Grèce, en France, dans toute l'Europe, la seule issue : le combat pour le gouvernement ouvrier et le socialisme

Il ne peut en aller autrement à partir du moment où Hollande et son gouvernement, dans le cadre du « traité sur la gouvernance économique » de l'Union européenne, s'engagent à rembourser rubis sur ongle la dette d'État aux « investisseurs institutionnels », c'est-à-dire aux banquiers, qui ont prêté. Or ce sont les mêmes banquiers qui sont la cause de la dette. Ainsi Dexia, auquel l'Etat a déjà versé 6 milliards d'euros, sans compter le fonds de garantie assuré conjointement avec l'État belge qui s'élève aujourd'hui à 45 milliards d'euros, somme qui devra être doublée pour atteindre un montant égal…. au tiers de la dette entière de l'État grec.

La conclusion est simple : aucune mesure sérieuse visant à préserver les masses laborieuses de la misère et de la déchéance ne peut être prise si la dette n'est pas purement et simplement dénoncée, c'est-à-dire si la décision n'est pas prise de ne pas la payer. Telle est la première décision que prendrait un véritable gouvernement ouvrier pour lequel il faut combattre. Il va de soi qu'une telle décision implique la rupture avec l'Union européenne et la zone euro, la dénonciation de tous ses traités.

Bien entendu, les capitalistes réagiraient à une telle décision en organisant la fuite des capitaux, le sabotage de l'économie. C'est ce qu'ils ont largement commencé à faire en Grèce. Pour les travailleurs grecs, si l'on ne veut pas substituer la misère avec la drachme à la misère avec l'euro, un gouvernement ouvrier déciderait immédiatement l'expropriation des grandes banques, les travailleurs des banques prenant en charge le contrôle ouvrier sur tous les mouvements de capitaux. Ce même programme s'imposerait à tout gouvernement ouvrier, donc en France également.

Préserver les masses de la misère, de la déchéance, du chômage et de la précarité implique que soient mis en avant les mots d'ordre suivants :

- Contre le chômage, échelle mobile des heures de travail, partage du travail entre toutes les mains disponibles sans diminution de salaire
- Contre la vie chère, augmentation générale des salaires, échelle mobile des salaires, c'est-à-dire alignement automatique de l'augmentation des salaires sur les prix, l'augmentation des prix étant évaluée par les organisations ouvrières
- Gratuité de la santé, de l'instruction
- Droit au logement par la réquisition des milliers de logements accaparés par les capitalistes qui spéculent sur l'augmentation des prix de vente et des loyers, etc. Élaboration d'un plan de construction de logements pour répondre aux besoins des masses

Mais rien de tout cela n'est possible sans que le prolétariat ne s'empare de l'ensemble des leviers de l'économie, élabore un plan de production répondant à ses besoins. Cela suppose l'expropriation des grands groupes capitalistes, la remise en route de la production sous contrôle des travailleurs, la marche vers le socialisme.

Ce serait une mortelle illusion que de croire qu'un tel programme puisse être mis en œuvre avec la bienveillance de l'appareil d'État et de répression édifié par la bourgeoisie depuis plus de deux siècles. Un gouvernement ouvrier s'engagerait résolument dans la voie du démantèlement de l'ensemble des corps répressifs de l'appareil d'État.

Si le prolétariat doit prendre le pouvoir dans chaque pays, il n'empêche que, compte tenu de la dépendance étroite de chaque pays par rapport à la division internationale du travail, aucun pays ne peut aller vers le socialisme dans le cadre étouffant des frontières nationales. Voilà pourquoi en Europe en particulier le combat pour le socialisme inclut immédiatement le combat pour les États Unis socialistes d'Europe.

Construire le Parti Ouvrier révolutionnaire, l'Internationale Ouvrière révolutionnaire

Combattre pour un tel programme suppose d'œuvrer en France pour la constitution d'un véritable Parti Ouvrier Révolutionnaire, au niveau mondial pour la construction d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire. Tous les partis issus du mouvement ouvrier (PS, PC) ont officiellement renoncé au combat pour le socialisme. Tous expliquent qu'il n'est pas d'autre perspective pour les masses que d'accepter le maintien du mode de production capitaliste au moment même où la faillite de ce dernier se manifeste de la manière la plus éclatante. Voilà pourquoi tous se font les agents actifs des mesures qui écrasent les travailleurs. Ce sont des partis traîtres, passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois.

Les militants du Groupe regroupés autour du bulletin « *Combattre pour le Socialisme* » n'ont pas d'autre but que de contribuer à ce que se construise ce parti ouvrier révolutionnaire dont a besoin le prolétariat. Nous vous invitons à vous associer à son combat.

Le 29 mai 2012

Prenez contact ! A.E.P.S. 1bis, Rue GUTENBERG, 93100 MONTREUIL, http://socialisme.free.fr

Directeur de la publication : Roland MICHEL -- Commission paritaire n°67187 -- n°ISSN: 0763790X -- Imprimerie spéciale